

Consolider les progrès: définir notre vision commune d'un secteur extractif redevable et inclusif

RAPPORT ANNUEL DES ADMINISTRATEURS
ET COMPTABILITÉ FINANCIÈRE 2018 DE
PCQVP EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
2018



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Remerciements

- Danish International Development Cooperation (DANIDA)
- Ford Foundation
- Friedrich Ebert Foundation
- Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ)
- Global Witness
- Heinrich Böll Foundation
- International Renaissance Foundation
- Luminate
- Natural Resource Governance Institute (NRGI)
- Open Society Foundations (OSF)
- Open Society Initiative for Eastern Africa (OSIEA)
- Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA)
- Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)
- Open Society Foundation, Mongolie
- Oxfam America
- Sigrid Rausing Trust
- Soros Foundation Kazakhstan
- Swissaid
- The William and Flora Hewlett Foundation

CONTENTS

1ère partie	Introduction d’Elisa Peter, Directrice exécutive	4
2ème partie	Lettres de bienvenue	6
	Lettre de bienvenue de Suneeta Kaimal, Présidente du	
	Conseil mondial	6
	Lettre de bienvenue de Carlo Merla, Président du conseil	
	d’administration	8
3ème partie	Objectifs et activités	11
4ème partie	Nos réalisations en 2018	15
5ème partie	Examens financiers	25
6ème partie	Perspectives d’avenir	29
7ème partie	Risques et incertitudes	31
8ème partie	Gouvernance et gestion	35
9ème partie	Déclaration des responsabilités des membres du	
	Conseil d’administration	41
	Informations juridiques et administratives	41
	Rapport du vérificateur indépendant aux membres de PCQVP	43
	Etats financiers	47



Introduction

par Elisa Peter, Directrice exécutive

2018 s'est présentée comme une année charnière pour le secrétariat de PCQVP, ainsi que pour le mouvement mondial. Nous sommes entrés dans la dernière année de notre plan d'activités 2016-18, qui a guidé nos efforts dans quatre domaines clés : l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), la divulgation obligatoire des paiements des sociétés d'extraction destinés aux gouvernements, l'utilisation et l'analyse des données sur l'industrie extractive, ainsi que l'influence des lois et des politiques. Nous avons également poursuivi nos consultations en vue de façonner Vision 2025, notre nouvelle stratégie mondiale qui définit l'impact de nos réalisations entre 2020 et 2025.

Nos principales priorités de 2018 comprenaient un ciblage stratégique sur le sexe, en réponse à la reconnaissance croissante que le mouvement pour la transparence et la redevabilité n'a pas accordé suffisamment d'attention aux conséquences de l'extraction des ressources naturelles sur la condition des femmes. Nous recherchons des moyens de favoriser la participation des femmes aux initiatives de gouvernance. Les limites actuelles relatives à la divulgation des données freinent l'élaboration de politiques sensibles au genre.

Le secrétariat de PCQVP a joué un rôle crucial en aidant les membres de la société civile du Conseil d'administration de l'ITIE à revoir les lignes directrices concernant les collègues de la société civile. Cet examen visait à soutenir la mise en place d'un processus transparent, participatif et inclusif pour les membres du conseil d'administration de la société civile. Alors que les préparatifs de la Conférence mondiale de l'ITIE de 2019 s'accéléraient, PCQVP a soutenu les membres du Conseil d'administration pour s'assurer que les priorités politiques de la société civile figurent en tête de l'agenda de l'ITIE, notamment les révisions de la norme. Nous avons également préparé un



guide afin d'aider les organisations de la société civile à mettre en place efficacement l'ITIE, au niveau national.

Tout le long de l'année, PCQVP a mené une réflexion sur des questions nouvelles, propres à notre mouvement. Parmi celles-ci, la possibilité pour les entreprises de divulguer les risques financiers liés au climat et l'utilisation de la modélisation financière pour éclairer les décisions afin de déterminer si l'extraction de combustibles fossiles doit s'inscrire dans un contexte particulier. En collaboration avec nos membres et partenaires, nous avons étudié les possibilités afin que la transparence assure une transition juste et équitable vers une économie à faible émission de carbone, ainsi que son intégration à notre stratégie mondiale dans les années à venir.

En 2018, les membres de PCQVP ont poursuivi leur analyse des données du secteur extractif, qui sont devenues disponibles grâce à l'ITIE, ainsi qu'à la législation sur la divulgation obligatoire au Canada, dans l'UE et en Norvège. En 2018, à elles seules, ces données ont généré plus de 1 300 rapports sur les « paiements aux gouvernements » accessibles au public. Nous avons continué d'appuyer le travail des membres du monde entier en vue de promouvoir la divulgation obligatoire des paiements de l'industrie extractive dans les nouvelles juridictions, ainsi que de consolider les dispositions existantes. Nous avons également commandité un examen du projet pilote d'extraction des données (2015-17) pour orienter notre approche future en matière de données.

Cette année, l'un de nos objectifs principaux consistait à achever le processus de consultation et de planification d'une durée de 18 mois visant l'élaboration de la stratégie mondiale de PCQVP pour 2020-25. Tout au long de 2018, le Conseil mondial de PCQVP a mené une vaste consultation au sein de notre mouvement et même au-delà, qui a abouti à la version définitive de Vision 2025 : un programme axé sur le secteur extractif, qui sera présenté pour adoption par l'Assemblée mondiale de PCQVP en janvier 2019. Par ailleurs, nous avons consacré beaucoup de temps et de ressources à la planification de l'Assemblée mondiale, à la conception d'un programme de partage des connaissances et des compétences et à la collecte de fonds pour une participation optimale de nos membres. Pendant toute la durée de ce processus, nous avons coordonné nos actions avec les membres afin de partager la responsabilité de cet événement d'importance capitale pour notre mouvement. À la fin de l'année, notre nouveau site Web était en développement, prêt pour son lancement conjoint avec l'Assemblée mondiale au début de l'année 2019. L'élan suscité nous a permis d'atteindre 10 000 abonnés sur Twitter.

Pourtant, malgré tant d'initiatives positives, la fermeture de l'espace civique continue de toucher les membres de PCQVP dans le monde entier. En réponse, le secrétariat de PCQVP a créé le nouveau rôle de conseiller en matière des droits de la personne et de l'espace civique, afin d'aider nos membres à mieux prévenir, atténuer et contrer les menaces aux libertés fondamentales. La protection et l'amplification de la voix des citoyens au niveau décisionnel dans le secteur de l'extraction continueront de figurer en tête de nos priorités d'action.

Je remercie tout particulièrement les membres des coalitions, les donateurs, les partenaires, ainsi que le personnel, qui travaillent sans relâche pour permettre à PCQVP de s'inscrire en tant que mouvement efficace et inclusif en faveur du changement et de la justice dans le secteur extractif.



Lettres de bienvenue

Lettre de bienvenue de la part de la présidente du Conseil mondial de PCQVP

Chers/chères collègues de PCQVP,

2018 s'est révélée être une année de consultation, de participation et de célébration.

Au cours des 18 derniers mois, des centaines de membres de PCQVP à travers le monde ont apporté leur vision en vue de façonner notre nouvelle stratégie quinquennale, Vision 2025. Tout au long de ce rigoureux processus collectif, nous nous sommes reposés sur la force qui enflamme l'esprit de PCQVP, c'est-à-dire les personnes avec qui nous collaborons, et au nom desquelles nous agissons. La stratégie établie nous permettra d'être mieux informés en vue de défendre les progrès réalisés en matière de transparence et de nous attaquer aux domaines où l'opacité règne toujours. Nous deviendrons plus influents grâce à l'utilisation des informations devenues accessibles. Nous serons écoutés, ce qui dynamisera la participation des personnes à la prise de décisions sur la gestion des ressources. Et nous serons plus connectés, renforçant ainsi notre mouvement grâce à la consolidation de nos coalitions et à l'expansion de notre réseau. La voie est tracée, mais il faudra redoubler d'efforts lorsque nous concrétiserons cette vision ambitieuse en réalité.

Les mesures prises cette année constituent une base solide dans le cadre de la mise en place de notre stratégie. Nous avons renforcé notre réseau grâce à l'intégration d'une nouvelle coalition au Kenya, tandis que le Comité de Pilotage d'Afrique a pris la décision stratégique de donner la priorité à la Vision minière pour l'Afrique, afin de galvaniser notre impact sur tout le continent. Notre forte présence à l'occasion du Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert de juillet à Tbilissi et de la Conférence internationale contre la corruption à Copenhague d'octobre a étendu le champ d'action de PCQVP. Nous avons œuvré dans un esprit de solidarité à la protection de nos militants en mobilisant des soutiens au Niger et en Guinée équatoriale. Nos contributions à la révision des directives pour les collègues de la société civile de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ont renforcé le

*La force, la puissance
et l'engagement de la
famille PCQVP demeurent
inchangés.*

processus de sélection déjà solide, établissant une nouvelle norme de rigueur et d'ouverture pour les autres intervenants.

Cette année sonne la fin de mon mandat de présidente du Conseil mondial. Ayant servi et soutenu PCQVP durant ces dix dernières années, je constate que le mouvement PCQVP d'aujourd'hui est bien différent de celui que j'ai rejoint. Nous avons réalisé d'énormes progrès en matière de divulgation, en augmentant considérablement la pertinence de l'ITIE pour les citoyens. Nous avons résisté à la régression de la défense des droits en matière de divulgation obligatoire et aux pressions exercées sur l'espace civique. Dans un souci de pertinence et d'adaptation au contexte changeant, nous avons évolué pour introduire des lignes de travail entièrement nouvelles sur le changement climatique et le genre. La force, la puissance et l'engagement de la famille PCQVP demeurent inchangés. Je suis inspirée, touchée et honorée de travailler avec vous tous pour instaurer cette transparence et une justice durable dans la gestion des ressources naturelles.

**En toute solidarité,
Suneeta Kaimal**



Lettre de bienvenue de la part du président du Conseil d'administration de PCQVP

Chers tous, chères toutes,

Depuis la création de l'Open Society Foundation en 2015, PCQVP a bâti les piliers d'une organisation indépendante nouvellement constituée. Beaucoup de progrès ont été réalisés à ce jour, permettant la création d'un mouvement durable reposant sur des principes. En 2018, en parallèle à notre travail de planification stratégique, les efforts du Conseil d'administration se sont concentrés sur la consolidation de nos cadres de gouvernance interne et de conformité, tout en suscitant constamment le progrès de nos systèmes de gestion, de ressources humaines et financiers.

Conformément à nos valeurs fondamentales de transparence et de redevabilité, ainsi qu'à notre engagement envers l'apprentissage, nous avons déployé des efforts continus dans un premier examen approfondi de notre manuel de gouvernance, c'est-à-dire le document qui régit nos processus internes. L'objectif était de s'assurer d'agir au plus haut niveau d'intégrité et d'efficacité. Grâce aux efforts du comité de gouvernance, nous avons élaboré des règles renforcées afin de gouverner notre organisation. Il s'agissait notamment d'adapter le processus de sélection des membres du Conseil mondial de PCQVP (notre organe stratégique), en intégrant une approche équilibrée entre les sexes pour garantir une représentation égale des femmes et des hommes. Nous avons également revu la composition du Conseil d'administration, qui est passé de sept à neuf membres pour favoriser une plus grande diversité et profiter d'un plus large éventail de compétences.

En outre, nous avons également développé le cadre de gouvernance des coalitions nationales de PCQVP, afin de promouvoir la pratique de nos valeurs. Les coalitions nationales peuvent maintenant évaluer leur efficacité en matière de préservation de l'identité de PCQVP, grâce à un ensemble d'indicateurs. Bien qu'il s'agisse d'un outil visant essentiellement à aider les coalitions à accroître leur influence en faveur du changement dans les industries extractives, le système nous permet également de comprendre les pratiques de gouvernance et de promouvoir nos valeurs auprès de nos membres. Ce cadre d'indicateurs nouvellement conçu est mis à l'essai au Kirghizistan et au Togo, avant son déploiement à l'échelle mondiale.

PCQVP s'appuie également sur le code de gouvernance de la Charity Commission comme point de référence pour l'apprentissage continu et l'amélioration de nos règles et pratiques internes. Des priorités et un calendrier des mesures ont été établis en fonction du code, afin de nous concentrer sur des aspects précis de notre gouvernance lors des mois à venir.

Concernant les ressources financières, l'année écoulée s'est révélée fondamentale pour cultiver une base de donateurs solide et diversifiée. Grâce au secrétariat, nous avons pu former un nouveau partenariat stratégique avec le Sigrid Rausing Trust. Nous sommes honorés par la confiance placée en PCQVP et persuadés que ces ressources supplémentaires consolideront et élargiront la portée de notre action et de notre impact.

Pour optimiser cet impact, le Conseil d'administration de PCQVP se concentre sur le renforcement de nos propres capacités en vue de remplir notre mandat. J'aimerais souhaiter la bienvenue à notre nouvelle administratrice, Susan Hazledine, qui apporte une vaste expertise

juridique et une expérience significative dans le soutien aux organisations communautaires. Nous sommes déterminés à favoriser l'inclusion au sein du Conseil d'administration et à approfondir notre compréhension de la diversité, nous souhaitons également pourvoir les postes vacants en conséquence au cours des prochains mois.

À contre-courant de ce processus, 2018 a malheureusement réservé son lot d'innombrables menaces et attaques ciblant nos membres et d'autres militants luttant pour la transparence et une gouvernance des ressources naturelles responsable. Ali Idrissa, notre collègue du Conseil d'administration a été placé en détention pour avoir osé marcher en faveur de meilleures politiques au Niger. Bien que nous ayons pu contribuer à sa libération, de nombreuses autres personnes continuent d'être détenues dans son pays. Notre engagement et notre solidarité à l'égard de ces concitoyens courageux et engagés se poursuivent sans concession.

**Bien à vous,
Carlo Mera**





Objectifs et activités

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est un mouvement mondial d'organisations unies issu de la société civile dans leur appel en faveur d'une industrie extractive ouverte et responsable. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré (numéro : 1170959). Notre mission consiste à bâtir un mouvement mondial d'organisations de la société civile pour une gouvernance du pétrole, du gaz et des minéraux ouverte, responsable, durable, équitable et sensible à tous.

Les citoyens ont le droit de participer à la gouvernance des ressources naturelles de leur pays. Nous œuvrons afin de nous assurer, en tant que citoyens, de disposer de l'information dont nous avons besoin et nous défendrons notre droit à cette participation, afin que les ressources naturelles soient gérées de façon durable pour le bénéfice des générations actuelles et futures.

PCQVP est le seul mouvement mondial à agir pour s'assurer que les revenus provenant du pétrole, du gaz et des mines servent à l'amélioration de la vie des individus. Avec plus de 700 organisations membres et 50 coalitions nationales, nous militons en faveur d'un secteur extractif ouvert et responsable. Notre vision commune s'apparente à un monde de partage où chacun profite des ressources naturelles, pour aujourd'hui comme pour demain.

Cette démarche comprend les revenus du secteur (comme les redevances, les frais et les impôts payés par les entreprises aux gouvernements), les contrats d'exploitation et les accords de partage des revenus, ainsi que l'information sur la propriété effective. Nous croyons qu'une transparence

Nous croyons qu'une transparence accrue dans le secteur de l'extraction permettra aux citoyens des pays riches en ressources naturelles de lutter contre la corruption, de tenir leurs gouvernements responsables des revenus générés par l'extraction de ressources naturelles et de réclamer leur juste part de ces revenus.

accrue dans le secteur de l'extraction permettra aux citoyens des pays riches en ressources naturelles de lutter contre la corruption, de tenir leurs gouvernements responsables des revenus générés par l'extraction de ressources naturelles et de réclamer leur juste part de ces revenus.

Les actions de PCQVP en 2018 ont suivi notre plan d'activités 2016-18, qui comporte quatre piliers programmatiques de base :

1. Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

Objectif : la société civile exploite la plate-forme de l'ITIE pour atteindre une transparence et une redevabilité accrues dans le secteur des industries extractives.

2. Divulgations obligatoires

Objectif : la plupart des sociétés sont légalement tenues de publier plus d'informations sur les paiements effectués aux gouvernements dans les marchés clés de capitaux kets.

3. Utilisation des données

Objectif : la divulgation volontaire et obligatoire des données renforce la reddition des comptes dans le secteur extractif et améliore le développement dans les pays riches en ressources.

4. Lois et politiques

Objectif : la législation touchant la gestion des ressources naturelles fournit un cadre solide propice au développement durable, à la transparence et à la reddition des comptes dans le secteur des industries extractives.

Les activités de PCQVP visant l'atteinte de nos objectifs sont menées par l'équipe de l'engagement des membres et l'équipe de plaidoyer et d'apprentissage (anciennement appelée équipe des initiatives mondiales et de l'impact), avec le soutien des équipes en charge des communications, des finances et des opérations.

La fin de l'année 2018 a mis un terme à la période couverte par notre plan d'affaires, une grande partie de l'année a donc été consacrée à la définition de notre vision et de nos objectifs pour les cinq prochaines années. De vastes consultations au sein du réseau PCQVP ont permis l'élaboration de la nouvelle stratégie Vision 2025 : un programme axé sur les personnes dans le secteur de l'extraction.

Nos objectifs de bienfaisance

Les objectifs de bienfaisance de PCQVP favorisent le développement durable dans l'intérêt du public grâce à :

- la promotion de normes éthiques de conduite et de conformité à la loi par les secteurs gouvernementaux, industriels, bénévoles et les organisations professionnelles dans le cadre d'initiatives nationales et internationales relatives à l'industrie extractive, notamment l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;

- la prévention ou le soulagement de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans des milieux socialement et économiquement défavorisés touchés par l'extraction et la fourniture de ressources naturelles ;
- la progression de l'éducation et de la recherche sur l'extraction et l'approvisionnement des ressources naturelles et leurs chaînes de valeur, ainsi que la publication et la diffusion des résultats

Un développement durable signifie un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ».

Ce rapport expose en détail nos activités, que nous avons menées conformément à nos objectifs de bienfaisance. Les administrateurs sont dès lors persuadés que PCQVP s'est conformée à l'obligation en vertu de l'article 17 de la loi sur les organismes de bienfaisance de 2011, qui exige de respecter les recommandations en matière de bénéfice public publiées par la Charity Commission.

Les administrateurs confirment qu'ils se sont référés aux recommandations générales de la Charity Commission lors de l'examen des buts et objectifs, ainsi que de l'organisation et de la planification des activités futures.

PCQVP réalise ses objectifs de bienfaisance :

- en s'impliquant auprès de gouvernements et de sociétés à travers des acteurs multipartites de l'ITIE pour élaborer une norme efficace et soutenir la participation des organisations de la société civile à l'initiative ;
- en promouvant l'utilisation et l'analyse des données provenant de l'ITIE et des initiatives de divulgation obligatoire pour instaurer une gouvernance adaptée dans le secteur de l'extraction ;
- en commanditant des études au sujet de l'extraction des ressources naturelles et des chaînes de valeur, ainsi qu'en publiant et diffusant des résultats pertinents provenant de ces enquêtes auprès du public dans son ensemble ;
- en soutenant les organisations de la société civile, en particulier celles qui s'occupent de la promotion des droits de l'homme.





Nos réalisations en 2018

Principaux domaines programmatiques

Réalisations clés :

- Décision prise par le Conseil d'administration de l'ITIE en vue d'établir une disposition forte dans la norme pour protéger la participation de la société civile à l'initiative
- Révision des directives pour les collègues de l'ITIE, y compris une nouvelle approche pour la nomination et la sélection des représentants de la société civile au Conseil d'administration de l'ITIE, avant la Conférence mondiale de l'ITIE de 2019
- Nomination d'un nouveau directeur exécutif de l'ITIE, avec le soutien des collègues de la société civile
- Au niveau national :
 - Nouvel engagement législatif en faveur de la transparence dans le secteur extractif (« Loi ITIE ») en Ukraine
 - Élaboration d'un rapport alternatif ITIE par PCQVP Malawi
 - Élaboration d'un code de conduite pour les membres des groupes multipartites de la société civile par PCQVP Cameroun
 - Soutien de la participation de la société civile aux processus de validation de l'ITIE en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal
 - Mise en œuvre d'un projet pilote dirigé par PCQVP au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal pour promouvoir une ITIE sensible au genre (voir la section sur les questions transversales pour plus d'informations)
- Publication du premier chapitre du guide de PCQVP pour soutenir l'engagement effectif de la société civile dans l'ITIE

Dans de nombreux pays mettant en œuvre l'ITIE, la société civile s'est confrontée à la résistance croissante des gouvernements pour instaurer un environnement propice à la participation civique en

Dans de nombreux pays mettant en œuvre l'ITIE, la société civile s'est confrontée à la résistance croissante des gouvernements pour instaurer un environnement propice à la participation civique en matière de gouvernance des industries extractives. Tout au long de 2018, les membres du conseil de la société civile de l'ITIE ont réussi à faire respecter le principe fondamental de l'ITIE, selon lequel toutes les parties prenantes, y compris la société civile sont en mesure d'apporter des contributions importantes et pertinentes. Ils ont également participé à clarification de la mise en œuvre de l'exigence de sauvegarde de l'espace civique lors du processus de validation de l'ITIE.

Le secrétariat de PCQVP a coordonné un certain nombre de conversations mondiales portant sur les principales priorités politiques de l'ITIE, notamment le genre et la participation des femmes à la gouvernance de l'industrie extractive, la divulgation des impacts environnementaux et des coûts associés, la divulgation des contrats, la divulgation de la propriété effective et la transparence en matière de commerce de produits. Le secrétariat a également soutenu les principales organisations membres de PCQVP qui mènent des recherches et des analyses sur ces questions. En marge de la réunion du conseil de l'ITIE qui s'est tenue en juin à Berlin, le secrétariat de PCQVP a organisé un événement d'une journée en compagnie des membres du conseil de l'ITIE, d'Open Oil, de Global Witness, ainsi que de Carbon Tracker dédiée à la transition énergétique mondiale, aux actifs délaissés et à la divulgation des autres risques financiers liés au climat. En juin également, le secrétariat de PCQVP a publié le premier chapitre d'un guide composé de quatre parties, « Leveraging the EITI for Reforms in Oil, Gas and Mining Governance ». (Tirer parti de l'ITIE dans le cadre des réformes de la gouvernance des secteurs du pétrole, du gaz, et des mines) Le premier chapitre présente des études de cas et des conseils sur l'établissement d'une représentation crédible et efficace dans les groupes multipartites nationaux de l'ITIE, y compris la sélection et la responsabilisation des représentants, la coordination avec la société civile au sens large et la participation des gouvernements et des entreprises.

Au niveau national, le parlement ukrainien a adopté la loi 6229 sur la transparence dans les industries extractives, largement soutenue en septembre 2018. Cette loi énonce les principes juridiques régissant la collecte, la divulgation et la diffusion de données sur les industries extractives ukrainiennes. Au Malawi, les membres de PCQVP ont élaboré une version simplifiée du premier rapport de l'ITIE pour promouvoir la compréhension de la génération des revenus du secteur et des rôles attendus des OSC et des communautés. Ce document a fait l'objet d'une traduction dans la langue locale, le chichewa, afin de permettre aux communautés touchées d'apporter leur contribution et de se fonder sur les conclusions du rapport.

Les principaux défis que nous avons rencontrés dans l'exécution du pilier ITIE régissant notre travail étaient d'ordre interne, liés à la difficulté de recruter du personnel adéquat. L'une des priorités principales pour le début de l'année 2019 sera de combler cette lacune en recrutant un nouveau directeur et un autre membre du personnel pour aider à la coordination des campagnes et des activités de plaidoyer liées à l'ITIE.

Divulgations obligatoires

Réalisations clés :

- Engagement législatif en faveur de la divulgation des paiements en Ukraine, conformément à la législation de l'UE
- Engagement du Parti travailliste à adopter des lois sur les divulgations obligatoires en cas d'accèsion au pouvoir lors des prochaines élections nationales
- Publication d'un rapport de recherche par PCQVP Afrique du Sud pour informer la stratégie de plaidoyer concernant la déclaration des paiements effectués aux gouvernements par les grandes sociétés extractives
- Contribution à une campagne de la société civile bien orchestrée en vue de contribuer au processus de révision des directives de l'UE en matière de transparence et de reddition des comptes par la Commission européenne
- Poursuite d'activités de sensibilisation auprès de la société civile en Inde et en Afrique du Sud

PCQVP a continué de demander aux entreprises pétrolières, gazières et minières de publier leurs paiements aux gouvernements du monde entier et aux gouvernements de faire preuve de transparence quant aux revenus qu'ils perçoivent. Des rapports publics sur les « paiements aux gouvernements » sont publiés chaque année au Canada, dans l'UE et en Norvège, et plus de 1 300 rapports sont maintenant disponibles. Les membres de PCQVP continuent de promouvoir la mise en place d'une norme à la portée résolument mondiale concernant la divulgation des paiements aux gouvernements en Australie, en Afrique du Sud et aux États-Unis. Dans les pays exigeant déjà des rapports, et dans les pays où de grandes sociétés d'extraction opèrent, les membres de PCQVP ont apporté leur expertise dans le cadre d'un examen officiel de la Commission européenne sur les directives de l'UE en matière de transparence et de reddition de comptes, afin de garantir leur solidité.

En Ukraine, les membres de PCQVP en faveur du projet de loi sur la transparence des industries extractives ont attiré l'attention de l'ensemble de la société, ce qui s'est révélé crucial dans le cadre de son adoption. Cette loi met à la disposition des membres de PCQVP de nouvelles sources d'information pour une utilisation future, et nous tentons de déterminer la meilleure méthode en vue de renforcer les capacités d'analyse des données au sein de chaque coalition de la région.

Nous n'avons pas progressé autant que nous l'espérions dans l'élaboration d'une stratégie d'engagement sur la question de la divulgation obligatoire dans les pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Nous explorons maintenant une autre voie pour garantir la divulgation des paiements aux gouvernements en Inde (par le biais de la législation existante sur l'accès à l'information).

Utilisation des données

Réalisations clés :

- Examen de l'apprentissage du programme pilote des extracteurs de données d'une durée deux ans et des leçons partagées avec les partenaires clés et les membres de PCQVP afin d'éclairer la stratégie future en matière de données
- La coalition PCQVP en Côte d'Ivoire a accueilli une « École des données » et a effectué une analyse des rapports élaborés par l'ITIE sur 10 ans
- Les coalitions PCQVP du Kirghizistan, du Tadjikistan, d'Azerbaïdjan, d'Ukraine et de Mongolie disposent chacune d'un spécialiste des données qualifié
- La coalition PCQVP en Tunisie a reçu une formation sur les données ouvertes et la divulgation obligatoire, pour que ses membres soient en mesure de demander des comptes au gouvernement quant à son engagement à soutenir ce type de données

Le volume de données provenant de la divulgation obligatoire, les rapports de l'ITIE et d'autres sources augmente à un rythme sans précédent. En 2018, nous avons continué d'aider nos membres à accéder aux données, à les analyser et à les utiliser afin d'obliger les gouvernements et les entreprises à rendre des comptes grâce à un plaidoyer fondé sur des preuves. Les membres de PCQVP des coalitions du Kirghizistan, du Tadjikistan, d'Azerbaïdjan, d'Ukraine et de Mongolie ont participé à la formation sur les données du NGRI en février 2018. Chaque coalition compte désormais un membre formé à l'analyse et à la visualisation des données, et les ressources de formation en ligne ont été partagées au sein du réseau région PCQVP.

Les membres de PCQVP en Afrique de l'Ouest ont envisagé des moyens afin d'approfondir leur travail sur les données lors de diverses rencontres régionales en 2018, y compris à l'occasion de la Conférence africaine de l'ITIE sur la propriété effective et la formation régionale de PCQVP sur les mécanismes locaux de rapports sur les acquisitions. La formation a eu lieu dans le cadre d'un projet régional mis en place avec l'organisme Mining Share Value, membre de PCQVP Canada. Dans le cadre du programme Data Fellowship (programme de bourses) en Côte d'Ivoire, les membres de PCQVP ont bénéficié d'une formation de cinq jours sur les données, qui leur a permis d'extraire des données des rapports nationaux de l'ITIE et de les présenter sous forme ouverte pour faciliter leur analyse et leur réutilisation. Les données sont maintenant utilisées par des groupes d'experts et des organisations de la société civile en vue de renforcer le débat public et la transparence de l'industrie extractive, ainsi que d'évaluer l'efficacité des politiques publiques.

En 2018, nous avons mené un important examen des enseignements tirés du programme pilote des extracteurs de données. Il en ressort que ce programme s'est révélé opportun et adapté, car il a favorisé la création de liens étroits entre les membres, ce qui leur a permis d'accroître le aux données en tant que preuves. Toutefois, cet examen souligne également que peu de projets ont entraîné des changements spécifiques dans le comportement des entreprises ou des gouvernements. Les conclusions du rapport ont été partagées avec les extracteurs de données et d'autres partenaires stratégiques. Elles seront utilisées pour éclairer le travail de PCQVP consistant à soutenir l'utilisation des données en 2019 et au-delà. L'examen atteste de

notre engagement à apprendre pour accroître notre impact, ce qui s'est révélé particulièrement important lors de l'élaboration de notre stratégie mondiale.

Notre prochain défi est d'adopter une approche plus sophistiquée et adaptée au contexte de l'utilisation des données extractives, conformément à la stratégie Vision 2025. Cela permettra aux membres de PCQVP de mieux utiliser les données pour lancer des appels à la réforme fondés sur des données probantes, et constituera une priorité clé de 2019.

Lois et politiques

Réalisations clés :

- Établissement de nouvelles normes mondiales sur la transparence des contrats et la divulgation de la propriété effective dans le secteur extractif
- Contribution des membres de PCQVP à la révision des codes miniers en Mongolie, en Ukraine et au Kazakhstan
- Formation des communautés par PCQVP Ukraine au suivi de la gestion des recettes provenant des impôts miniers
- Participation des membres de PCQVP à un groupe de travail de la société civile chargé d'élaborer la loi modèle de la CEDEAO sur l'exploitation minière et le développement des ressources minérales
- Les membres de PCQVP Mongolie ont obtenu gain de cause en justice, demandant au gouvernement de rendre compte de la corruption dans l'octroi de licences
- Renforcement des capacités du Comité de Pilotage d'Afrique concernant les opportunités et les défis du plan d'action Vision minière pour l'Afrique
- Lancement d'une discussion internationale sur la justice fiscale dans le secteur extractif (y compris des blogs, des webinaires et des rapports) dans le cadre de l'élaboration de Vision 2025

Grâce au travail des membres de PCQVP, la transparence des contrats devient une norme mondiale du secteur extractif. De plus en plus de contrats (comme les concessions minières ou les contrats de partage de production pétrolière) sont maintenant accessibles au public et les entreprises sont de plus en plus favorables à la divulgation des contrats, plus de la moitié des sociétés soutenant l'ITIE mettent en place cette initiative. Il s'agit notamment de permettre à la société civile d'examiner les clauses des contrats et de contribuer à l'instauration d'un débat public sur les accords d'extraction les plus adaptés. Malgré la diminution de l'espace civique dans le monde, la divulgation des contrats figure en tête de liste du programme de PCQVP, car la plupart des contrats d'extraction demeurent non publiés. Au Liban, par exemple, les membres de PCQVP ont plaidé avec succès pour la concrétisation de la transparence des contrats, bien qu'elle ne soit pas encore prévue dans la législation. La coalition du pays demande également la mise en place de consultations publiques concernant quatre projets de loi en cours applicables au secteur de l'extraction, notamment la Sovereign Wealth Fund Law (loi sur les fonds souverains) et la Petroleum Directorate Law (loi sur la réglementation du pétrole).

En 2018, PCQVP a plaidé pour la divulgation en vue de soutenir une campagne plus vaste en faveur de la justice fiscale, comme les registres des bénéficiaires effectifs et des entreprises publiant leurs paiements aux gouvernements de chaque pays. Les membres de PCQVP ont

contribué de manière significative à la Conférence africaine sur la propriété effective dirigée par le Secrétariat international de l'ITIE à Dakar en novembre 2018. Nous avons réitéré nos appels en faveur d'une plus grande transparence du processus d'attribution des contrats, d'un meilleur accès à l'information et de la garantie d'un espace sûr pour la société civile. Cet appel a également été lancé à l'occasion de la Conférence internationale contre la corruption organisée par Transparency International en novembre et du Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert en juillet. Les membres de PCQVP étaient bien représentés et ont participé activement à l'animation d'ateliers et d'audiences au cours de ces deux événements.

Les membres de PCQVP à travers le monde continuent de jouer un rôle déterminant dans la révision des codes miniers, de la Mongolie et de l'Ukraine au Kazakhstan et à l'Afrique de l'Ouest, où PCQVP joue un rôle clé au sein d'un groupe de travail de la société civile qui élabore la loi modèle de la CEDEAO sur l'exploitation minière et le développement des ressources minérales. Les retombées de l'initiative sont remarquables, le document d'avant-projet est désormais disponible et les consultations en vue de sa finalisation se tiennent actuellement.

En Ukraine, la coalition PCQVP forme actuellement les communautés et les gouvernements locaux à la gestion efficace des 5% des impôts miniers qui, selon la loi, appartiennent à la région productrice.

Thèmes transversaux : genre, espace civique, transition énergétique

Réalisations clés :

- Mobilisation du réseau mondial PCQVP pour faire pression et obtenir la libération des dirigeants de la société civile détenus pour s'être exprimés en faveur de la justice fiscale au Niger, y compris de l'ancien membre du conseil de l'ITIE et actuel membre du Conseil d'administration de PCQVP, Ali Idrissa
- Mise en œuvre d'un projet pilote au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal pour promouvoir une ITIE sensible au genre
- Contribution active aux débats sur la question de l'espace civique à l'occasion du Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert
- Création d'un rôle spécifique au sein du secrétariat de PCQVP pour orienter les questions relatives à l'espace civique
- Adoption par PCQVP Kirghizistan d'une stratégie nationale de protection des membres

Avec les partenaires mondiaux, les membres de PCQVP du monde entier se sont mobilisés pour défendre Ali Idrissa et d'autres membres de la société civile détenus pour avoir dénoncé un projet de loi financière au Niger. Cette campagne, ainsi que notre partenariat avec un certain nombre d'organisations des droits de l'homme et d'institutions multilatérales pour exiger la libération immédiate des militants, ont contribué à assurer leur remise en liberté en juillet, après quatre mois d'emprisonnement. Le secrétariat de PCQVP a élaboré un cadre pour répondre plus efficacement aux incidents menaçant l'espace civique. Nous avons recruté un membre du personnel dévoué pour diriger nos actions concernant l'espace civique, notamment en offrant davantage de soutien aux membres dans les pays à risque élevé.

Dans le cadre de notre processus d'élaboration de stratégie, nous avons commandité une recherche en vue de déterminer la possibilité et les moyens pour le mouvement PCQVP de s'attaquer aux questions liées aux émissions de combustibles fossiles et à la transition énergétique. En Afrique de l'Ouest, nous avons organisé un atelier permettant aux membres de voir plus loin que la divulgation de données financières, en incluant des données sur des domaines auparavant négligés tels que le changement climatique, la corruption et le genre, notamment dans les rapports ITIE. Au Sénégal, nous avons travaillé avec des partenaires sur une étude de cas portant sur le secteur pétrolier émergent du pays et la tendance vers la transition énergétique.

En Guinée, au Sénégal et au Burkina Faso, PCQVP a dirigé un projet pilote pour explorer la possibilité d'intégrer une approche de genre dans la mise en œuvre de l'ITIE. En 2018, nous avons mené à bien un rapport de recherche multipays et organisé des ateliers de renforcement des capacités adressés à la société civile en vue de découvrir comment la mise en œuvre de l'ITIE au niveau national peut favoriser la participation des femmes. Les participants ont discuté des obstacles auxquels se heurtent les femmes en vue de leur participation à l'ITIE et des types de données qui peuvent s'avérer plus pertinents pour éclairer les recommandations de politiques sensibles au genre. Les conclusions du rapport seront utilisées pour informer un programme de plaidoyer en 2019, y compris pour influencer les révisions de la norme ITIE avant la Conférence mondiale de l'ITIE en juin et du Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert à Ottawa en mai.

Conformément à l'élaboration de notre stratégie mondiale, nous avons commencé à préparer l'actualisation de la Chaîne pour le changement de PCQVP : des mesures que la société civile peut adopter pour la promotion d'un secteur extractif transparent et responsable. Par conséquent, l'outil reflétera mieux ces questions transversales et les priorités de notre stratégie mondiale. Ce travail se poursuivra en 2019, après adoption de la stratégie et à l'issue d'une consultation entre les membres.

Développement institutionnel

Réalisations clés :

- Version définitive de la stratégie mondiale de PCQVP, Vision 2025 : un programme axé sur le secteur extractif, approuvé par le Conseil mondial de PCQVP, le Conseil d'administration et le Comité de Pilotage d'Afrique en vue de l'Assemblée mondiale de 2019. La stratégie représente l'aboutissement d'un processus de consultation d'une durée de 18 mois à l'échelle de la coalition
- Révision complète et mise à jour du manuel de gouvernance de PCQVP, d'après les mesures de rétroaction et des enseignements tirés au cours des cinq dernières années de mise en œuvre
- Réunions régionales en Afrique anglophone, en Asie-Pacifique, dans la région MENA et en Eurasie pour faire avancer les consultations sur la stratégie mondiale et les préparations en vue de l'Assemblée mondiale
- Préparation intensive de l'Assemblée mondiale triennale « People, Participation and Power » (Personnes, participation et pouvoir), y compris l'élaboration du programme, la collecte de fonds, l'organisation logistique et la collaboration avec les membres et les partenaires (à Dakar, Sénégal, en janvier 2019)

- Opérationnalisation de la nouvelle équipe des initiatives mondiales et de l'impact, maintenant nommée équipe de plaidoyer et d'apprentissage, avec le recrutement de trois nouveaux membres du personnel
- Création d'un nouveau site Web pour PCQVP, qui servira de lieu d'échange de connaissances et d'informations
- Sensibilisation, collecte de fonds et planification générale de l'Assemblée mondiale 2019 à Dakar, au Sénégal, y compris la mise en place d'un cadre pour une transition de leadership fructueuse au sein du Conseil mondial de PCQVP
- Nouvel engagement des principaux donateurs à fournir un soutien pluriannuel (trois ans), après l'obtention d'une subvention initiale d'un an
- Engagement à long terme des principaux donateurs à doubler leur soutien et à assurer un financement pluriannuel
- Recrutement d'un nouveau membre du Conseil d'administration de PCQVP disposant de compétences juridiques et en matière de droits de l'homme, à l'issue d'un processus ouvert et concurrentiel
- Augmentation constante de la présence et de la visibilité de PCQVP sur les réseaux sociaux
- Création d'une nouvelle coalition PCQVP au Kenya

En tant que mouvement PCQVP, nous puisons notre force des membres et de notre capacité à coordonner des actions à l'échelle nationale et transnationale. Avec plus de 700 membres répartis dans plus de 50 pays, les avantages potentiels que présentent le partage de notre expérience et la collaboration au-delà des frontières sont énormes. En 2018, nous avons maximisé cette opportunité en organisation des rencontres régionales en Asie-Pacifique (Indonésie), en Afrique anglophone (Afrique du Sud), dans la région MENA (Liban) et en Eurasie (Azerbaïdjan), réunissant des centaines de militants pour la transparence et la redevabilité. En Amérique latine, le réseau Red Latinoamericana sobre las Industrias Extractivas (RLIE), affilié à la région, s'est également rassemblé pour contribuer à l'élaboration de la stratégie mondiale, et des membres de PCQVP provenant de toutes les coalitions francophones d'Afrique ont participé à une rencontre mondiale organisée par la Banque mondiale, axée spécifiquement sur l'ITIE. Ces rassemblements constituent un moyen important pour le secrétariat de PCQVP de servir les membres du monde entier, en consolidant les relations et en créant de nouvelles, en établissant des partenariats stratégiques et en offrant des possibilités d'apprentissage et de partage d'expérience entre pairs.

Au cours de l'année 2018, nous avons reçu plus de 250 réponses de la part des membres de PCQVP du monde entier pour éclairer l'élaboration de la stratégie mondiale, grâce à un vaste processus de consultation dirigé par notre Conseil mondial. Un sondage en ligne s'est vu complété par une série de « documents de réflexion » à l'issue de discussions lors de webinaires en plusieurs langues afin de promouvoir l'engagement direct des membres dans différentes régions. Ce processus a permis d'instaurer un dialogue mondial sur la valeur unique de PCQVP, notre mission, notre vision et notre théorie du changement, qui a donné un souffle nouveau à l'objectif commun au sein de la coalition mondiale. En conséquence, quatre objectifs mondiaux ont été identifiés afin de concentrer les efforts collectifs du mouvement au cours des cinq prochaines années et de consolider davantage le programme de transparence :

•

- **Informé** - Défendre et étendre la transparence : nous identifierons et mènerons une campagne pour que l'information qui doit relever du domaine public soit accessible aux citoyens.
- **Influent** - Utiliser la transparence : nous nous servirons de l'information pour entraîner les changements que nous souhaitons observer.
- **Entendu** - Accroître la participation civique à la gouvernance des ressources naturelles : nous ferons la promotion, soutiendrons et défendrons les droits des citoyens, en particulier ceux des plus marginalisés, pour qu'ils soient impliqués dans les décisions qui les concernent.
- **Connecté** - Renforcer notre mouvement : nous serons une coalition mondiale efficace et inclusive œuvrant par l'action collective.

L'un des principaux objectifs de 2019 sera de traduire la stratégie mondiale en un plan opérationnel autour d'un ensemble de campagnes clés, soutenu par un cadre d'évaluation et d'apprentissage pour les trois prochaines années (2020-2023).

En 2018, les préparations en vue de l'Assemblée mondiale de PCQVP constituaient l'une des priorités du secrétariat. Tenue tous les trois ans, l'Assemblée mondiale permet aux membres de PCQVP et à leurs partenaires du monde entier de se rencontrer, de partager leurs expériences, de développer des compétences et des capacités, ainsi que de nommer des représentants au Conseil mondial de PCQVP. L'Assemblée regroupe 200 délégués des cinq continents où PCQVP compte des coalitions nationales ou des membres. Cet événement réunit également des partenaires stratégiques, des responsables d'État, des diplomates, des OSC, des ONG internationales, des donateurs, des experts sectoriels, certains médias et d'autres acteurs de la gouvernance du secteur extractif. Le secrétariat a organisé des appels préparatoires et a largement communiqué par courrier électronique et par d'autres moyens pour aider les délégués à se préparer, notamment en soutenant et en dirigeant les efforts de collecte de fonds. Sur le thème « Personnes, participation et pouvoir », le programme de l'Assemblée mondiale reflète les thèmes clés découlant de notre vaste processus de consultation stratégique et nous aidera, en tant que mouvement mondial, à être toujours plus inclusifs envers ceux dont les vies sont directement affectées par l'extraction minière.

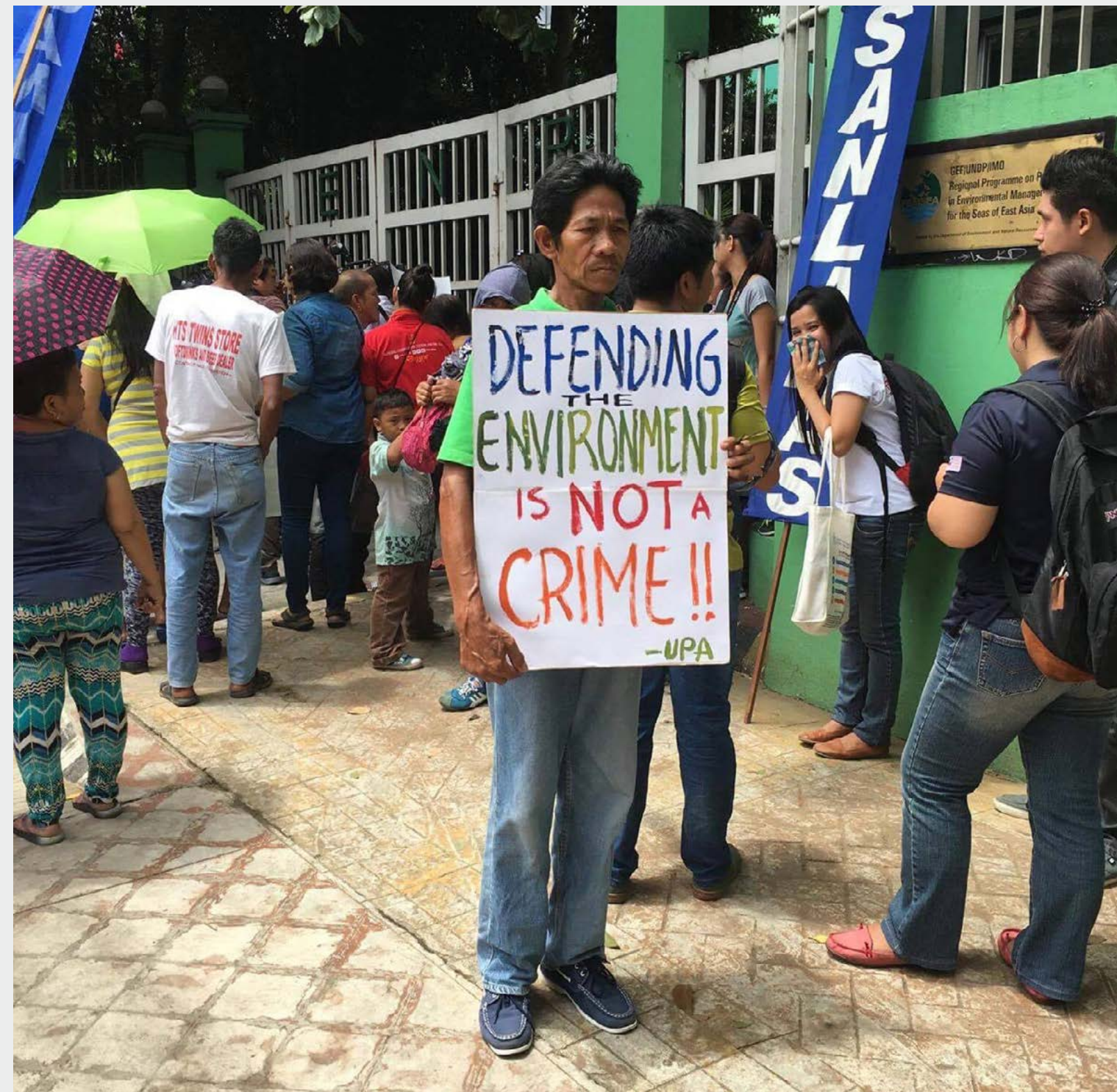
Blogs/actualités les plus lues

Actualités

1. Situation des droits humains au Niger : droit de réponse aux propos des Présidents Issoufou et Macron (981 lectures)
2. Niger : Les activistes de la société civile au Niger ont été libérés après 4 mois d'emprisonnement mais les difficultés subsistent (267 lectures)
3. Comment pouvons-nous renforcer la voix de la société civile ? (257 lectures)
4. Le Comité de Pilotage d'Afrique de PCQVP condamne fermement l'arrestation de membres de PCQVP au Niger (254 lectures)
5. PCQVP demande des engagements sur la divulgation de la propriété réelle et la protection de l'espace civique (246 lectures)
6. Un dirigeant de la société civile et défenseur des droits humains attaqué en Guinée équatoriale (226 lectures)

Blogs

1. Les femmes ont-elles été laissées pour compte dans l'agenda pour la transparence et la redevabilité ? (595 lectures)
2. Urgent : libérez Ali Idrissa (345 lectures)
3. L'accès et l'utilisation des rapports des sociétés d'extraction basées au Royaume-Uni au sujet des paiements aux gouvernements (275 lectures)
4. Pourquoi la justice fiscale est-elle au cœur de l'ordre du jour de la reddition des comptes dans le secteur extractif ? (229 lectures)
5. Les champions du secteur minier en Mongolie, et encore un rappel de la force de notre mouvement (190 lectures)





Examen financier

Aperçu

Les revenus totaux de PCQVP en 2018 s'élevaient à £2,325,457, un montant reçu exclusivement sous la forme de subventions, à l'exception de 385 £ d'intérêts sur dépôts bancaires. De ces revenus, £1,468,984 (63%) n'étaient soumises à aucune restriction, tandis que le montant restant de 856 473 £ l'était.

En plus de ces revenus, nous disposons d'un solde d'ouverture de 605 487 £ provenant de subventions reçues les années précédentes : 386 398 £ à allouer aux activités de 2018 et 219 089 £ de fonds de réserve. De ce solde, 428 735 £ n'étaient soumises à aucune restriction et 176 752 £ l'étaient. Le total des fonds disponibles pour 2018 était de £2,930,559.

Les revenus non soumis à des restrictions comprenaient des subventions des Open Society Foundations (632 290 £), de Luminate (284 815 £), de DANIDA (116 313 £), de la William and Flora Hewlett Foundation (360 181 £) et de Sigrid Rausing Trust (75 000 £) pour couvrir les frais de fonctionnement essentiels.

Tous les revenus soumis à des restrictions ont été reçus pour la réalisation de projets spécifiques.

Nos dépenses pour l'exercice se sont élevées à 1 936 079 £, dont 1 217 117 £ de fonds d'usage non restreint et 718 962 £ de fonds restreints (projets).

Le total des fonds reportés à la fin de l'année s'élevait à 994 865 £. De ce montant, 682 091 £ constituent des fonds d'usage non restreint, disponibles pour la poursuite des objectifs de bienfaisance de PCQVP. Le montant restant de 312 774 £ est soumis aux restrictions des bailleurs et sera utilisé pour des projets spécifiques et des activités convenues avec ces derniers.

Continuité de l'exploitation

Avec des fonds d'usage non restreint à hauteur de 682 091 £ au 31 décembre 2018, et un fonds de roulement de 994 864 £, les administrateurs considèrent que PCQVP dispose de suffisamment de ressources et de liquidités pour poursuivre ses activités et assurer un flux de fonds adapté à nos objectifs de bienfaisance.

Politique des réserves

Le Conseil d'administration a adopté une politique de réserve de fonctionnement afin d'assurer la stabilité de la mission, des programmes, de l'emploi et des activités courantes de PCQVP.

Cette réserve de fonctionnement vise à fournir une source interne de fonds pour des situations nécessitant une augmentation soudaine des dépenses, des dépenses ponctuelles non prévues au budget, une réduction imprévue du financement ou des pertes non assurées. La réserve peut également servir pour couvrir des dépenses ponctuelles et non récurrentes afin de renforcer la capacité à long terme. Ce fonds n'a pas pour but de remplacer une perte permanente de fonds ou de combler un écart budgétaire. La démarche des administrateurs consiste à s'assurer qu'en cas d'utilisation de la réserve de fonctionnement, cette dernière sera recouverte dans les 12 mois.

La politique exige de disposer d'un minimum cible de trois mois de frais d'exploitation moyens à titre de réserve de fonctionnement. Elle doit être détenue en espèces ou comme équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, après transferts, le montant de la réserve s'élevait à 270 000 £. Sur la base du budget de l'exercice 2018, les coûts de fonctionnement sur trois mois ont été estimés à 270 000 £. En 2019, sur la base du budget de 2019, les coûts de fonctionnement sur trois mois devraient s'élever à environ 320 000 £. Le Conseil d'administration a convenu d'un budget pour garantir une augmentation annuelle de la réserve, avec l'intention de disposer de suffisamment de fonds en vue de l'expansion de nos actions de bienfaisance.

Stratégie de financement

Nous avons établi une stratégie de financement en 2017 pour permettre à PCQVP d'équilibrer le besoin de sources de revenus durables, en tenant compte du risque de dépendance envers les bailleurs importants, qui représentent un type similaire d'entité de financement.

PCQVP compte maintenant cinq donateurs principaux et nous croyons avoir instauré un équilibre de soutien adapté, représentant 63 % de nos revenus en 2018.

Le Conseil d'administration continue d'examiner nos sources de revenus en vue d'atteindre la diversité des bailleurs décrite dans la stratégie de financement.



Politique de collecte de fonds conjointe

Nous continuons de verser des fonds aux membres via notre politique de collecte de fonds conjointe, qui apporte clarté et transparence aux membres sur la mobilisation et la distribution des fonds par le secrétariat, ainsi que les circonstances qui y sont liées. Alors que nous poursuivons la consolidation de notre position en tant qu'acteurs majeurs de la société civile en matière de gouvernance des ressources naturelles, nous nous engageons à aider nos membres, ainsi qu'à fournir un soutien technique et financier dans le cadre de leurs activités.

Collecte de fonds

La collecte de l'ensemble des fonds obtenus par PCQVP est réalisée par le personnel en place. À ce jour, la plupart des activités de collecte et de gestion des relations avec les donateurs ont été entreprises par le directeur exécutif et le directeur de l'engagement des membres. Nous n'avons pas recours à des collecteurs de fonds professionnels. Tous les revenus perçus au cours de la période proviennent de subventions. L'organisme de bienfaisance n'est pas tenu de déclarer ses activités de financement. Les fonds sont recueillis conformément aux principes et aux objectifs de la stratégie de financement et de la politique de collecte de fonds conjointe (voir ci-dessus), auprès d'entités donatrices existantes telles que des fondations, d'autres organismes de bienfaisance et des organismes bilatéraux. Les subventions sont obtenues par le biais d'un processus de soumission de propositions de subventions.



Perspectives d'avenir

2019 s'annonce comme une année charnière pour la coalition mondiale alors que nous amorçons le processus de mise en œuvre de notre stratégie. En collaboration avec les membres, nous prenons le temps de façonner notre prochaine période d'intervention. Nous demanderons aux coalitions de se faire entendre, de représenter leurs régions afin de s'assurer que les activités de soutien convenues appuient leurs objectifs pour la réalisation de Vision 2025. Nous travaillerons en étroite collaboration avec les coalitions pour connaître leur compréhension du rôle qu'elles ont à jouer dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie et nous établirons un plan triennal couvrant la première phase d'exécution.

Plus précisément, en 2019, nous nous concentrerons sur les priorités suivantes :

- assurer le succès de l'Assemblée mondiale PCQVP, en rassemblant des délégués issus de toutes les coalitions et des partenaires clés, en vue de l'adoption de notre nouvelle stratégie mondiale, Vision 2025 ;
- élaborer un plan opérationnel triennal pour mettre en place cette stratégie, comprenant un cadre rigoureux de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour mieux comprendre les retombées de notre impact collectif ;
- s'investir dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert et soutenir la participation des membres de PCQVP au Sommet mondial du PGO au Canada, en mai, afin de partager l'expérience acquise concernant la promotion d'une gouvernance inclusive, ouverte, réactive et transparente du secteur extractif ;
- s'engager auprès des acteurs de la société civile et des membres du Conseil d'administration de l'ITIE lors de la révision de la norme, pour s'assurer de consolider sa position d'organisme influent et pertinent sur les questions politiques clés, y compris le genre, les rapports environnementaux, la transparence des contrats et le commerce de produits ;

2019 s'annonce comme une année charnière pour la coalition mondiale alors que nous amorçons le processus de mise en œuvre de notre stratégie.



- assurer une participation large et influente des membres de PCQVP à la Conférence mondiale de l'ITIE de 2019 ;
- préparer un changement de leadership mondial, à la fois au sein du Conseil mondial et du Conseil d'administration de l'ITIE (y compris l'élection d'un nouveau président de l'ITIE) ;
- continuer à plaider en faveur d'une mise en œuvre de l'ITIE tenant compte du genre, et pour que le mouvement PCQVP lui-même intègre une perspective de genre à nos programmes et opérations ;
- renforcer la capacité du secrétariat à aider les membres de PCQVP opérant dans des environnements très restrictifs, à travers l'élaboration de stratégies de résistance et de mécanismes d'intervention d'urgence efficaces.



Risques et incertitudes

Nos programmes continuent de s'inscrire dans le cadre de tendances politiques, financières et économiques.

Nous constatons un déclin du respect des droits de l'homme dans l'ensemble de notre réseau mondial, l'espace civique et les libertés fondamentales faisant l'objet de menaces au quotidien. Les membres qui évoluent sur le terrain sont confrontés à des risques importants. Par exemple, l'un de nos administrateurs a été emprisonné au Niger, avec d'autres militants pendant une longue période en 2018.

C'est dans ce contexte que le Conseil d'administration joue un rôle important dans la gestion des risques auxquels PCQVP fait face, avec la volonté d'accomplir notre mission et de réaliser notre vision dans l'environnement complexe et instable de notre secteur.

Notre registre des risques est élaboré par le personnel de PCQVP et le Conseil d'administration. Il est examiné et évalué à chaque réunion des administrateurs.

Nous portons une attention particulière aux risques des catégories suivantes :

- Risque lié à la gouvernance
- Risque opérationnel
- Risque financier
- Risque externe/environnemental
- Risque lié à la conformité

Tout au long de 2018, les administrateurs ont surveillé les principaux risques qui, en l'absence de mesures d'atténuation et de contrôle, étaient susceptibles d'altérer notre travail, notre réputation et notre capacité à atteindre les objectifs fixés. En raison de la nature de notre travail et malgré les efforts que nous déployons, certains risques demeurent inévitablement élevés. Dès

Nous constatons un déclin du respect des droits de l'homme dans l'ensemble de notre réseau mondial, l'espace civique et les libertés fondamentales faisant l'objet de menaces au quotidien. Les membres qui évoluent sur le terrain sont confrontés à des risques importants."

lors, nous considérons que les mêmes types de risques sont importants chaque année. Les administrateurs ont convenu que les risques prédominants sont :

Sécurité du personnel

Il avait été fait état de ce risque dans les rapports annuels de 2017 et 2016, qui demeure élevé. Notre personnel doit parfois se rendre dans des régions en conflit ou dans des pays hostiles à l'action de PCQVP.

En réponse, nous avons élaboré des politiques régissant les déplacements du personnel, y compris la nécessité de suivre l'orientation fournie par le Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni. Nous continuons de travailler avec nos assureurs pour garantir l'adéquation de nos polices d'assurance avec nos besoins, et ainsi répondre à nos attentes.

Nous sommes conscients que la situation en matière de sécurité du personnel continue d'évoluer et présente un risque permanent. Nous entretenons des contacts réguliers avec notre réseau afin de comprendre la situation sur le terrain, et de faire comprendre au personnel que leur sécurité est d'importance capitale. S'il est estimé que le risque est trop grand, les déplacements seront annulés. Nous reconnaissons que les menaces croissantes à l'égard des membres de PCQVP au cours de l'année peuvent se traduire par un risque accru encouru par notre personnel.

Fraude ou erreur

Le Conseil d'administration a examiné et autorisé des politiques et des procédures financières en vue d'atténuer les risques de fraude ou d'erreur.

Bien qu'il soit impossible d'éliminer tous ces risques, les administrateurs sont convaincus de la robustesse de nos systèmes afin de minimiser ces risques. PCQVP compte dans ses rangs une équipe de cadres supérieurs hautement qualifiés, qui assurent la gestion au quotidien. En tant qu'organisation opérant dans plusieurs pays, nous reconnaissons la nécessité de faire preuve de diligence raisonnable en vue de minimiser le risque de fraude ou d'erreur. Grâce à ces contrôles, nous sommes persuadés de la réduction de ces risques.

PCQVP fournit des sous-subsidations aux membres de PCQVP en fonction de la disponibilité des fonds. Les fonds de subvention sont généralement structurés en versements échelonnés, et les titulaires des subventions doivent rendre compte de l'utilisation de ces fonds de façon appropriée, avant que d'autres ne soient débloqués. De fait, l'impact financier lié à une fraude ou à une erreur est grandement réduit. La politique de PCQVP en matière de collecte de fonds et de renouvellement des subventions décrit la diligence raisonnable requise concernant l'octroi de sous-subsidations. Cette diligence est exercée tant par l'équipe en charge des programmes, que par celle des finances et des opérations. Dans le cadre de ce processus, nous avons conçu des systèmes de suivi des programmes de réattribution des subventions. Nous développons également une aide au renforcement des capacités des bénéficiaires de ces subventions pour une utilisation des fonds responsable.

Conscients de la nécessité de gestion de nos systèmes financiers par une équipe d'experts, nous avons nommé un comptable pleinement qualifié, qui s'est intégré à l'équipe du secrétariat

en 2018 (date de début en janvier 2019). Nous prévoyons également d'investir davantage de ressources dans notre système de gestion des subventions, afin de soutenir et de contrôler les fonds par le biais de mécanismes de sous-subventions.

Accroissement de la collecte de fonds et de l'octroi de subventions conjointes

L'augmentation de nos activités conjointes de collecte de fonds et d'octroi de subventions est en partie liée aux risques susmentionnés. Nous avons observé un accroissement du nombre de nouvelles attributions de subventions depuis la naissance du mouvement PCQVP, et même si le soutien des membres représente l'une de nos priorités, le secrétariat n'a pas été établi en tant qu'organisme d'octroi de subventions. Cette augmentation comporte donc des risques inhérents. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons commencé à renforcer la capacité du secrétariat à gérer les sous-subventions (ce qui comprend la gestion du risque de fraude). Nous veillons à ce que les systèmes PCQVP répondent à toutes les exigences légales, y compris les lois contre le terrorisme, le blanchiment d'argent et sur les donateurs, tels que la loi américaine Foreign Corrupt Practices Act.

La facilité avec laquelle nous pouvons lever des fonds varie selon les régions, l'action dans certains pays étant notoirement difficile à financer. Il faut veiller à ce que tous ces facteurs soient pris en compte lors de l'affectation des ressources à chaque région.

In recognition of the need for our financial systems to be managed by an expert team, we appointed a fully qualified accountant to the Secretariat team in 2018 (with a start date in January 2019). We also plan to invest more resources in our grant management system, to support and monitor funds spent via sub-granting mechanisms.

Changements des politiques gouvernementales au niveau local, national et international

Nous reconnaissons que les changements politiques peuvent avoir un impact négatif sur les sources de financement de PCQVP, notre capacité à poursuivre notre travail fondamental, ou notre statut d'organisme de bienfaisance et fiscal.

Nous gérons ces risques en suivant les modifications juridiques et réglementaires, ainsi qu'en nommant des membres clés du Conseil d'administration et de l'équipe de direction pour évaluer leur impact potentiel sur le travail de PCQVP.

Protection des données

En mai 2018, la révision du Règlement général sur la protection des données est entrée en vigueur dans l'UE. De fait, la protection des données personnelles a été renforcée pour favoriser la responsabilité accrue des personnes qui traitent les données de personnes résidant dans l'UE. PCQVP a pris des mesures pour mettre à jour ses politiques conformément à la révision du règlement et pour fournir une formation au personnel et aux administrateurs. La formation est en cours, elle s'adresse à l'ensemble du personnel et aux personnes liées à PCQVP. Elle est par ailleurs intégrée au processus d'accueil des nouveaux membres rejoignant l'organisation.





Gouvernance et gestion

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est un organisme de bienfaisance enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (numéro : 1170959) et une société enregistrée en Angleterre, à responsabilité limitée par garantie (numéro d'enregistrement 9533183). Notre mission et nos pouvoirs sont énoncés dans nos statuts constitutifs. Au cours de l'année, l'organisme de bienfaisance a créé une filiale commerciale, Publish What You Pay Trading Limited. Le but de cette filiale est de permettre à PCQVP de recevoir des revenus autres que des subventions afin de soutenir ses activités de bienfaisance. La société n'a encore établi aucun accord.

Structure de gouvernance

PCQVP est une coalition mondiale composée de coalitions nationales et d'organisations membres, soutenue par le secrétariat international. Ce rapport se réfère à la gouvernance du secrétariat international de PCQVP et de la coalition mondiale. Les coalitions nationales disposent de leurs propres structures de gouvernance et sont autonomes, elles sont toutefois tenues d'adhérer aux principes de fonctionnement de PCQVP, un ensemble de 10 principes qui incarnent les valeurs et les normes les plus élevées pour une transparence et une gouvernance adaptées.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration de PCQVP est composé d'un maximum de neuf administrateurs, dont des membres de PCQVP et d'autres extérieurs à l'organisation, mais qui apportent des compétences et une expérience spécifique. En étroite coordination avec le Conseil mondial de PCQVP, le Conseil d'administration peut nommer des administrateurs cooptés en fonction des compétences

PCQVP existe pour aider les personnes et les communautés vivant dans des pays riches en ressources où les revenus générés par le gaz, le pétrole et les ressources minérales ne se traduisent pas automatiquement par un niveau de vie adéquat ou un accès aux services essentiels.

qu'ils mettent à disposition. Les administrateurs assument la responsabilité première consistant à s'assurer que les objectifs et les intérêts de PCQVP, en tant qu'organisme de bienfaisance enregistré, sont protégés et défendus. Les administrateurs coordonnent PCQVP dans l'intérêt des membres à l'échelle mondiale et collectivement, et acceptent normalement les recommandations du Conseil mondial sur la stratégie et la politique. Tout manquement à ces directives doit reposer sur de bonnes raisons de probité juridique ou financière. Les administrateurs nomment le directeur exécutif et veillent à son efficacité.

Pour plus d'informations sur les administrateurs, accédez au site Web de PCQVP, ou référez-vous au cadre de référence et aux descriptions des rôles figurant dans le manuel de gouvernance.

Le Conseil d'administration se réunit pendant un ou deux jours, au moins trois fois par an.

Les administrateurs mettent gratuitement leur temps au service de PCQVP et n'en perçoivent aucune rémunération. Les nouveaux administrateurs sont intégrés au Conseil d'administration par le directeur exécutif, le directeur des finances et des opérations, ainsi que le président du Conseil, à l'aide d'un dossier d'intronisation préparé par PCQVP. De plus, les administrateurs sont appuyés dans leur rôle au moyen de séances de formation à chaque réunion. Le Conseil tient également à jour une grille de compétences qu'il examine régulièrement pour s'assurer de posséder les compétences et l'expérience nécessaires pour gérer efficacement PCQVP (voir la page Web du Conseil pour plus de renseignements).

Conseil mondial

Le Conseil mondial est un organe élu composé de 10 représentants des membres de PCQVP, qui élabore des stratégies et établit les priorités des activités relatives aux plans opérationnels, en soumettant des recommandations au directeur exécutif et au Conseil d'administration, le cas échéant. Le Conseil mondial prend des décisions fondées sur un dialogue entre la diversité des voix des membres de PCQVP. Il vise la prise de décision par consensus, mais vote sur les recommandations si nécessaire.

Le Conseil mondial est responsable de ses activités devant l'Assemblée mondiale. Ses responsabilités sont définies dans le cadre de référence et les descriptions des rôles du manuel de gouvernance de PCQVP.

Visitez le site Web du Conseil mondial pour obtenir des informations sur ses représentants, le cadre de référence et le procès-verbal de l'organe prédécesseur, le Comité de pilotage mondial.

Assemblée mondiale

Il s'agit d'une réunion triennale rassemblant les organisations membres de PCQVP pour discuter des progrès et des réalisations et mettre en œuvre un examen stratégique et politique. L'assemblée mondiale la plus récente a eu lieu à Dakar, au Sénégal, en janvier 2019.

Comité de Pilotage d'Afrique

Le Comité de Pilotage d'Afrique se compose des représentants des sous-régions africaines suivantes : Afrique de l'Est et Afrique australe, Afrique centrale, Afrique de l'Ouest anglophone et Afrique de l'Ouest francophone. Le mandat des membres est de trois ans. Le rôle du comité consiste à fournir une orientation stratégique aux membres de PCQVP en Afrique et de s'assurer que les coalitions nationales et les membres respectent les principes et les normes de PCQVP.

Secrétariat

Un petit secrétariat décentralisé est basé en partie à Londres, avec la moitié de l'équipe opérant depuis différentes régions. Son rôle est d'appuyer les coalitions nationales dans leur stratégie, gouvernance, gestion, communication et exécution de leurs plans de travail. Il joue un rôle de facilitation et ne supervise pas les coalitions nationales. Le secrétariat est également chargé de coordonner le travail de PCQVP au niveau international et régional, ainsi que la collecte de fonds conjointe et la mise en œuvre des projets financés.

Processus décisionnels et délégation de pouvoir

Lors des réunions triennales des administrateurs, ces derniers conviennent de la stratégie générale et des domaines d'activité de PCQVP, y compris l'examen de la gestion financière, des politiques de gestion des réserves et des risques, ainsi que des performances. Les activités d'administration courante, de planification financière et d'établissement de rapports sont déléguées au directeur exécutif.

Structure de gestion

Le directeur exécutif du secrétariat supervise le travail et les performances d'une équipe décentralisée. Il relève du président du Conseil d'administration.

Méthodes de recrutement et de nomination des administrateurs

PCQVP suit de près les directives de la Charity Commission et de ses statuts constitutifs concernant la nomination de nouveaux administrateurs. Notre manuel de gouvernance prévoit un minimum de trois et un maximum de neuf administrateurs. Trois d'entre eux sont élus par le Conseil mondial à partir d'une liste provenant des membres de PCQVP, dont un membre choisi parmi et par le Conseil mondial, qui siège dans les deux organes. Jusqu'à six membres du Conseil d'administration sont choisis parmi les intervenants internes, afin de s'assurer de la couverture de toutes les compétences requises en matière de gouvernance. Le Conseil d'administration tient à jour une grille de compétences des administrateurs, les nouveaux membres sont alors choisis en consultation avec l'ensemble du Conseil pour s'assurer que, collectivement, les membres possèdent les compétences et l'expérience nécessaires.

Le mandat des membres du Conseil d'administration dure trois ans. À l'issue de cette période, ils peuvent être nommés à nouveau pour un maximum de deux mandats supplémentaires, la durée maximale étant donc de neuf ans. Par la suite, une interruption d'au moins un an est obligatoire avant qu'un ancien membre du conseil d'administration puisse être de nouveau admissible à une nomination ou à une sélection.

Politiques et procédures d'accueil et de formation des nouveaux administrateurs

Tous les administrateurs de PCQVP suivent les lignes directrices établies par la Charity Commission, en particulier « The Essential Trustee : » What You Need to Know » et « Charities and Public Benefit ». Nous veillons à ce que les nouveaux administrateurs acquièrent une compréhension de PCQVP et établissent des relations avec l'équipe de direction et les principaux partenaires stratégiques. Les administrateurs ont reçu une présentation officielle de leur rôle et de leurs obligations par un avocat au Royaume-Uni, alors que PCQVP se préparait à devenir un organisme de bienfaisance enregistré au Royaume-Uni en décembre 2016. Ils sont appuyés dans leur rôle au moyen de séances de formation à chaque réunion.

Intérêt public

PCQVP existe pour aider les personnes et les communautés vivant dans des pays riches en ressources où les revenus générés par le gaz, le pétrole et les ressources minérales ne se traduisent pas automatiquement par un niveau de vie adéquat ou un accès aux services essentiels. Par « public », nous faisons référence aux citoyens de pays riches en ressources naturelles qui n'en bénéficient actuellement pas. PCQVP se concentre sur le soutien et la représentation des intérêts de certaines des populations les plus marginalisées, qui sont souvent touchées de manière disproportionnée par les projets d'extraction et politiquement privées de leurs droits, comme les peuples autochtones des régions reculées et les femmes. Notre objectif est de soutenir le développement durable à long terme de ces communautés. Il n'existe aucune restriction quant aux avantages adressés à une partie spécifique du public.

Les administrateurs confirment qu'ils ont tenu dûment compte des guides d'intérêt public PB1, PB2 et PB3 de la Charity Commission pour déterminer les activités entreprises par PCQVP. Nous considérons que le travail de PCQVP est manifestement exécuté dans l'intérêt du public, dans la mesure où les principales activités de PCQVP sont axées sur :

- la promotion de normes éthiques de conduite et de respect de la loi : en promouvant la transparence et la redevabilité dans tous les aspects de la gestion du secteur des ressources naturelles, y compris les décisions d'investissement et l'utilisation des revenus générés, PCQVP apporte des changements positifs qui amélioreront la vie de tous les citoyens, en particulier les communautés vivant à proximité des sites d'extraction, qui subissent bien souvent et uniquement les effets négatifs de l'extraction des ressources naturelles.
- la prévention ou le soulagement de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans des milieux socialement et économiquement défavorisés touchés par l'extraction et la fourniture de ressources naturelles : en soutenant les plans de partage des revenus du gouvernement,

PCQVP encourage l'affectation de fonds provenant de l'extraction des ressources naturelles pour les communautés touchées, ainsi que la redistribution des revenus au profit des citoyens d'autres régions (non extractives) d'un pays. Au niveau local, cela peut se traduire par le versement de dividendes annuels aux communautés touchées par les activités extractives. Au niveau national, des fonds spéciaux de développement dotés de recettes extractives peuvent contribuer aux budgets des autorités locales, en aidant à la redistribution pour éradiquer la pauvreté.

- la promotion de l'éducation et de la recherche sur la chaîne d'approvisionnement et de valeur de l'extraction des ressources naturelles, et la publication et la diffusion des résultats pertinents de ces enquêtes et recherches auprès du public : accès à des informations agréables à lire sur le secteur de l'extraction et à une formation pertinente profitera à tous les citoyens des pays riches en ressources, en leur permettant de demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises sur les revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles.





Déclaration des responsabilités des membres du Conseil d'administration

Les administrateurs (qui sont également administrateurs de l'organisme de bienfaisance aux fins du droit des sociétés) sont chargés de préparer le rapport du Conseil et les états financiers conformément à la loi applicable et aux normes comptables du Royaume-Uni (pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni).

Le droit des sociétés exige des administrateurs qu'ils préparent des états financiers pour chaque exercice, de sorte à représenter fidèlement l'état des affaires de l'organisme de bienfaisance, ainsi que des revenus et des dépenses de l'organisme de bienfaisance pour cet exercice. Lorsqu'ils préparent les états financiers, les administrateurs sont tenus :

- d'adopter des méthodes comptables appropriées devant être appliquées avec cohérence ;
- d'observer les méthodes et principes décrits dans l'énoncé de pratiques recommandées pour les organismes de bienfaisance et porter des jugements, ainsi que des estimations raisonnables et prudents ;
- d'indiquer si les normes comptables britanniques applicables ont été suivies, sous réserve de tout écart significatif divulgué et décrit dans les états financiers ;
- de préparer les états financiers selon le principe de la continuité de l'exploitation, à moins qu'il ne soit inapproprié de présumer que l'organisme de bienfaisance poursuivra ses activités.

Les administrateurs ont la responsabilité de tenir des registres comptables en bonne et due forme, qui divulguent avec une exactitude raisonnable, et ce en tout temps, la situation financière de l'organisme de bienfaisance afin de garantir la conformité des comptes à la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006. Ils sont

également chargés de protéger les actifs de l'organisme de bienfaisance et, par conséquent, de prendre des mesures raisonnables pour prévenir et détecter les fraudes et toute autre irrégularité.

Pour autant que les administrateurs le sachent, il n'existe aucune donnée de vérification pertinente dont le vérificateur de l'organisme de bienfaisance n'a pas connaissance, et chaque administrateur a pris toutes les mesures nécessaires pour en être averti, ainsi que pour communiquer cette information au vérificateur.

Le rapport annuel et le rapport stratégique des administrateurs ont été approuvés par le Conseil d'administration le 8 juillet 2019 et signés en son nom par :

Susan Hazledine
Fiduciaire, Publiez Ce Que Vous Payez

Informations juridiques et administratives (registration number 9533183)

Administrateurs

Carlo Merla	Président
Alan Detheridge	Trésorier
Aroa de la Fuente	(démission le 1er février 2019)
Ali Idrissa	
Julie McCarthy	
Claire Spoors	(démission le 19 décembre 2018)
Marcela Roza	(démission le 19 septembre 2018)
Susan Hazledine	(nomination le 9 octobre 2018)
Athayde Motta	(nomination en janvier 2019)

Secrétaire exécutive

Caroline Macleod

Direction

Elisa Peter	Directrice exécutive
Caroline Macleod	Directrice des Finances et des Opérations
Stephanie Rochford	Directrice de l'Engagement des membres
Duncan Edwards	Démission en novembre 2018

Siège social (jusqu'au 30 juillet 2019)

CAN Mezzanine
7-14 Great Dover Street
Londres SE1 4YR
Tel: +44 20 3096 7716
Email: info@pwyp.org

Siège social (à partir du 30 juillet 2019)

The Office Group
201 Borough High Street
Londres SE1 1JA
Tel: +44 20 3817 7639

Vérificateurs indépendants

Critchleys Audit LLP
Beaver House
23-38 Hythe Bridge Street
Oxford
OX1 2EP

Avocats

Bates Wells Braithwaite
10 Queen Street Place
London EC4R 1BE

Banquiers

Barclays Bank PLC, Corporate Banking Oxford & Swindon
Wytham Court, 11 West Way, Oxford, OX2 0JB



Rapport du vérificateur indépendant aux membres de Publiez Ce Que Vous Payez

Avis

Nous avons vérifié les états financiers de Publiez Ce Que Vous Payez (ci-après l'« Organisme de bienfaisance ») correspondant à l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui comprennent l'état des activités financières, le bilan, les états des flux de trésorerie et les notes afférentes aux états financiers, y compris un résumé des principales pratiques comptables. Ces états ont été élaborés conformément au cadre référentiel comptable, c'est-à-dire le droit applicable et les normes comptables en vigueur au Royaume-Uni, y compris la norme d'information financière 102 : La norme d'information financière applicable au Royaume-Uni et en République d'Irlande (pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni).

Selon nous, les états financiers :

- donnent une représentation fidèle de l'état des affaires de l'Organisme de bienfaisance au 31 décembre 2018 et des recettes et dépenses pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement préparés conformément aux pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni ;
- ont été préparés conformément aux exigences de la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006.

Fondement de l'avis

Nous avons procédé à la vérification conformément aux normes internationales d'audit en vigueur au Royaume-Uni (ISA) et au droit applicable. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section dédiée à notre rapport qui traite des responsabilités du vérificateur à l'égard de son examen des états financiers. Nous œuvrons indépendamment

de l'Organisme de bienfaisance, conformément aux exigences éthiques qui s'appliquent à notre vérification des états financiers au Royaume-Uni, y compris la norme éthique du Financial Reporting Council, et nous avons assumé nos autres responsabilités éthiques en vertu de ces exigences. Nous estimons que les données probantes recueillies sont suffisantes et pertinentes pour la formulation de notre avis.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation

Nous n'avons pas d'observation à formuler concernant les points suivants, pour lesquels la mise en œuvre des normes ISA (Royaume-Uni) nous impose de faire état de :

- toute utilisation non appropriée par les administrateurs du principe comptable de continuité d'exploitation à l'égard de l'élaboration des états financiers, ou ;
- tout manquement aux responsabilités des administrateurs consistant à faire part dans les états financiers de toute incertitude importante, susceptible d'altérer la capacité de l'Organisme de bienfaisance à assurer la continuité d'exploitation pendant une période d'au moins 12 mois suivant la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée.

Autres informations

Les administrateurs sont responsables des autres informations. Elles comprennent notamment les renseignements contenus dans le rapport annuel, outre les états financiers et le rapport du vérificateur concernant ce bilan financier. Notre avis fondé sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication contraire expresse figurant dans notre rapport, nous n'exprimons aucune conclusion à ce sujet.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à examiner leur pertinence avec les états financiers ou nos connaissances acquises au cours du processus, ou si elles semblent autrement erronées. Si nous relevons de telles incohérences ou inexactitudes manifestes et significatives, nous sommes tenus de déterminer la véracité des états financiers ou des autres informations. Si, sur la base de nos travaux, nous concluons à l'existence d'une inexactitude importante concernant ces autres informations, nous sommes tenus d'en faire état.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Avis sur d'autres questions prescrites par la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006

À notre avis, d'après les travaux entrepris dans le cadre de la vérification :

- les informations fournies par les administrateurs dans le rapport (comprenant le rapport stratégique et le rapport de la direction) de l'exercice justifiant l'élaboration des états financiers correspondent à ces derniers, et ;
- le rapport des administrateurs (comprenant le rapport stratégique et le rapport de la direction) a été établi conformément aux exigences juridiques applicables.

Problèmes que nous sommes tenus de signaler par exception

Compte tenu de la connaissance et du niveau de compréhension de la société et de son environnement acquis lors de la vérification, nous n'avons identifié aucune inexactitude significative dans le rapport des administrateurs.

Nous n'avons pas d'observation à formuler concernant les points suivants, pour lesquels la mise en œuvre des normes de la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006 nous impose de faire état, selon notre avis de:

- tout manquement à la conservation des documents comptables ;
- toute incohérence des états financiers avec les documents et les rapports comptables ;
- toute absence de divulgation d'une rémunération des administrateurs prescrite par la loi, ou ;
- toute absence d'information ou d'explication nécessaires aux fins de notre vérification.

Responsabilités des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la déclaration des responsabilités des administrateurs [décrites à la page 38], les administrateurs sont responsables de l'élaboration des états financiers, qui doivent véhiculer une représentation fidèle de l'état des affaires, ainsi que du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation des états financiers exempts, de sorte qu'ils soient exempts d'inexactitudes importantes, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont chargés d'évaluer la capacité de l'Organisme de bienfaisance à poursuivre son exploitation, de divulguer, s'il y a lieu, des questions relatives à la continuité de l'exploitation et à l'utilisation de ce principe comptable, à moins qu'ils n'aient l'intention de liquider l'Organisme de bienfaisance ou de cesser ses activités, ou en l'absence d'alternative pérenne.

Responsabilités du vérificateur à l'égard de la vérification des états financiers

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et de publier un rapport de vérification qui inclut notre avis. L'assurance raisonnable constitue un niveau d'assurance élevé, qui ne peut toutefois garantir qu'une vérification menée conformément aux normes ISA (Royaume-Uni) permettra de détecter une anomalie significative en toutes circonstances, le cas échéant. Les déclarations erronées peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs, prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière de vérification des états financiers est accessible sur le site Web du Financial Reporting Council, à l'adresse suivante: www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie intégrante de notre rapport de vérification.

Utilisation de notre rapport

Ce rapport s'adresse uniquement aux membres de l'Organisme de bienfaisance, en tant qu'organisme, conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006. Notre travail de vérification a été entrepris afin d'indiquer aux membres de l'Organisme de bienfaisance tout problème éventuel, que nous sommes tenus de leur soumettre dans un rapport de vérification et à aucune autre fin. Dans la limite des lois en vigueur, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité envers quiconque, à l'exception des membres

de l'Organisme de bienfaisance en tant qu'organisme, pour notre travail de vérification, ou pour les avis formulés.

Colin Mills

Colin Mills (responsable de la vérification légale des comptes)
Pour et au nom de Critchleys Audit LLP (vérificateur légal), Oxford

Date: 28 August 2019



ETATS DES ACTIVITÉS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (comparatifs)

		Fonds d'usage non restreint 2018	Fonds d'usage restreint 2018	Total des fonds 2018	Total des fonds 2017
	Note	£	£	£	£
Provenance des revenus et des dotations :					
Subventions	3	1,468,599	856,473	2,325,072	2,053,441
Intérêt bancaire		385	-	385	-
Total des revenus		1,468,984	856,473	2,325,457	2,053,441
Dépenses :					
Collecte de fonds		46,318	356	46,674	35,058
Activités de bienfaisance	5				
Engagement des membres		851,755	670,519	1,522,274	1,666,725
Plaidoyer et apprentissage (anciennement nommé initiatives mondiales et impact)		319,044	48,087	367,131	316,818
Total des dépenses		1,217,117	718,962	1,936,079	2,018,601
Dépenses nettes/Revenu		251,867	137,511	389,378	34,840
Transferts	11,12	1,489	(1,489)	-	-
Montant net (dépenses)/revenus		253,356	136,022	389,378	34,840
Total des fonds reportés au 1er janvier 2018		428,735	176,752	605,487	570,647
Total des fonds à reporter au 31 décembre 2018	11,12	682,091	312,774	994,865	605,487

Toutes les activités se poursuivent. Il n'y a pas de gains ni de pertes autres que ceux comptabilisés dans l'état des activités financières.

ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES (y compris du compte d'exploitation et des dépenses)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (comparatifs)

		Fonds d'usage non restreint 2017	Fonds d'usage restreint 2017	Total des fonds 2017
	Note	£	£	£
Provenance des revenus et des dotations :				
Subventions	3	1,136,856	916,585	2,053,441
Total des revenus		1,136,856	916,585	2,053,441
Dépenses :				
Collecte de fonds		35,058	-	35,058
Activités de bienfaisance	5			
Engagement des membres		710,568	956,157	1,666,725
Initiatives mondiales et impact		213,045	103,773	316,818
Total des dépenses		958,671	1,059,930	2,018,601
Montant net (dépenses)/revenus		178,185	(143,345)	34,840
Transferts	11,12	-	-	-
Variation nette des fonds		178,185	(143,345)	34,840
Total des fonds reportés au 1er janvier 2017		250,550	320,097	570,647
Total des fonds à reporter au 31 décembre 2017	11,12	428,735	176,752	605,487

BILAN POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
	Note	£	£
ACTIFS FIXES	8	7,483	13,654
Actifs fixes corporels		7,483	13,654
ACTIFS À COURT TERME			
Débiteurs	9	192,879	58,364
Fonds en banque et en caisse		1,603,548	708,229
TOTAL DES ACTIFS À COURT TERME		1,796,427	766,593
PASSIF À COURT TERME :			
Montants échéant à moins d'un an	10	(809,045)	(174,760)
ACTIFS NETS À COURT TERME		987,382	591,833
TOTAL DES ACTIFS MOINS LE PASSIF À COURT TERME		994,865	605,487
FONDS			
Fonds d'usage non restreint	11	682,091	428,735
Fonds d'usage restreint	12	312,774	176,752
		994,865	605,487

Approuvé et autorisé pour émission par les administrateurs le 8 Août 2019 et signé en leur nom par :



Susan Hazeldine (directrice/administratrice)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
	£	£
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Trésorerie nette (affectée)/générée par les activités d'exploitation (ci-dessous)	900,041	68,073
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Achat d'actifs fixes corporels	(4,722)	(1,025)
Produits de cessions d'actifs fixes corporels	-	-
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période visée	895,319	67,048
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période visée	708,229	641,181
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période visée	1,603,548	708,229
Rapprochement des revenus nets et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Montant net (dépenses)/revenus de la période visée	389,378	34,840
Ajustements :		
Dépréciation	10,705	7,939
Perte sur cession d'actifs fixes	188	3,356
Diminution/(augmentation) des débiteurs	(134,515)	(34,458)
(Diminution)/augmentation des créditeurs	634,285	56,396
Trésorerie nette (affectée)/générée par les activités d'exploitation :	900,041	68,073

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Informations sur l'entreprise

Publiez Ce Que Vous Payez est une société à responsabilité limitée par garantie constituée au Royaume-Uni. Son siège social, à partir du 30 Juillet 2019, est 201 Borough High Street, Londres SE1 1JA. Son siège social, jusqu'au 30 Juillet 2019, était 7-14 Great Dover Street, Londres, SE1 4YR. L'Organisme de bienfaisance est limité par garantie et ne dispose pas de capital-actions. Chaque membre s'engage à verser une somme n'excédant pas 1 £ à l'organisme de bienfaisance en cas de liquidation.

2. Pratiques comptables

a) Méthode de comptabilité

Les comptes sont établis selon la convention du coût historique et conformément à l'énoncé de pratique recommandée « Accounting and Reporting by Charities » (PR des organismes de bienfaisance (FRS102)) (date de prise d'effet au 1er janvier 2015), la norme FRS102 et la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006. Publiez Ce Que Vous Payez est un organisme d'intérêt public.

Il n'existe aucune incertitude importante concernant la capacité de l'organisme de bienfaisance à poursuivre son exploitation.

b) Revenus

Tous les revenus sont inclus dans l'état des activités financières lorsque l'organisme de bienfaisance a juridiquement le droit aux revenus et que le montant peut être quantifié avec une précision raisonnable. Si les revenus sont perçus à l'avance, et que le donateur a précisé qu'ils devaient être dépensés au cours d'une année ultérieure, ces fonds sont reportés comme revenus différés.

Les revenus soumis à des restrictions non dépensés au cours de l'exercice sont reportés dans les soldes d'ouverture restreints (voir note 12).

c) Dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice et pour leur montant brut par rapport aux recettes correspondantes. Elles sont classées par des rubriques regroupant tous les coûts liés à la catégorie. Lorsque des coûts ne peuvent pas être directement attribués à une rubrique en particulier, ils ont été affectés à des activités sur une base compatible avec l'utilisation des ressources.

- Les coûts engendrés la collecte de fonds incluent les coûts associés à la génération de revenus par la collecte de fonds.
- Les dépenses liées aux activités de bienfaisance comprennent les dépenses directes de bienfaisance et les coûts de soutien. Lorsque des coûts ne peuvent pas être directement attribués, ils ont été affectés à des activités sur une base compatible avec l'utilisation des ressources.

Les subventions que les administrateurs se sont engagés à verser sont imputées à l'état des activités financières de l'exercice correspondant à cet engagement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

2. Pratiques comptables (suite)

d) Dépréciation

La dépréciation des actifs fixes est calculée de manière à amortir leur coût ou leur valeur diminués de toute valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimée, comme suit :

Installations et agencements	- 33,33 % d'amortissement linéaire
Matériel informatique	- 33,33 % d'amortissement linéaire

La politique d'amortissement relative aux installations et aux agencements a été modifiée en 2018, les administrateurs considérant que la politique d'imputation d'un amortissement linéaire de 10 % surévaluait la valeur de ces actifs à la fin de l'exercice.

e) Baux et contrats de location-vente

Les loyers payés en vertu de contrats de location-vente sont imputés aux revenus dès sa prise d'effet.

f) Comptabilité des fonds

Les fonds d'usage non restreint peuvent être utilisés à la discrétion des administrateurs pour la réalisation des objectifs généraux de l'organisme de bienfaisance. Les fonds désignés sont des fonds d'usage non restreint, prévus par les administrateurs à des fins précises. Les fonds d'usage non restreint sont des fonds qui doivent être utilisés conformément aux restrictions imposées par les donateurs ou qui ont été recueillis par l'organisme de bienfaisance à des fins spécifiques.

g) Devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées au cours en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les différences de change figurent dans l'état des activités financières.

h) Pensions

Les cotisations aux régimes de pension à cotisations définies sont comptabilisées dans l'état des activités financières de l'exercice au cours duquel elles deviennent exigibles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

3. Subventions

Donor	Type	2018	2017
		£	£
Community of Democracies	Fonds d'usage restreint	4,279	23,032
Cordaid	Fonds d'usage restreint	46,899	46,483
Danida	Fonds d'usage non restreint	116,313	123,738
Ford Foundation	Fonds d'usage restreint	167,262	-
Ford Foundation (2017 Africa Conference)	Fonds d'usage restreint		92,972
Ford Foundation (EITI project)	Fonds d'usage restreint	-	139,457
Ford Foundation (Lagos meeting)	Fonds d'usage restreint	1,777	-
Ford Foundation South Africa (2017 Africa Conference)	Fonds d'usage restreint	-	3,874
Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)	Fonds d'usage restreint	-	34,590
GIZ Africa Conference	Fonds d'usage restreint	-	1,946
Luminate (formerly Omidyar Network) - Core Funding	Fonds d'usage non restreint	284,815	305,147
Luminate (formerly Omidyar Network) - Mandatory Disclosure	Fonds d'usage restreint	281,067	301,132
Luminate (formerly Omidyar Network) - Mandatory Disclosure	Fonds d'usage restreint	-	32,121
Luminate (formerly Omidyar Network) - 2019 Global Assembly	Fonds d'usage restreint	7,745	-
Natural Resource Global Initiative (NRGI)	Fonds d'usage restreint	7,495	120,956
Natural Resource Global Initiative - Mandatory Disclosures	Fonds d'usage restreint	80,466	-
Natural Resource Global Initiative (2017 Africa Conference)	Fonds d'usage restreint	-	5,657
Open Society Foundations	Fonds d'usage non restreint	632,290	551,131
Open Society Foundations - Civic Space	Fonds d'usage restreint	65,845	
Open Society Foundations - ROTAB	Fonds d'usage restreint	28,102	-
Open Society Foundations – EU	Fonds d'usage restreint	-	32,255
Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)	Fonds d'usage restreint	-	23,168
OSIWA (2019 Global Assembly)	Fonds d'usage restreint	23,478	-

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

3. Subventions (suite)

Donor	Type	2018	2017
		£	£
OSIWA (conférence Afrique 2017)	Fonds d'usage restreint	-	11,621
Autre donateurs	Fonds d'usage non restreint	-	712
Oxfam (conférence Afrique 2017)	Fonds d'usage restreint	508	7,197
Oxfam IBIS Denmark (extracteur de données 2017)	Fonds d'usage restreint	-	16,988
Oxfam Niger (conférence Afrique)	Fonds d'usage restreint	638	8,725
Sigrid Rausing Trust	Fonds d'usage non restreint	75,000	-
Swiss Aid (conférence Afrique 2017)	Fonds d'usage restreint	-	4,726
The William and Flora Hewlett Foundation - financement de base	Fonds d'usage non restreint	360,181	156,128
The William and Flora Hewlett Foundation (subvention pour le renforcement des capacités)	Fonds d'usage restreint	9,487	9,685
The William and Flora Hewlett Foundation (projet sur l'égalité des sexes)	Fonds d'usage restreint	131,425	-
Total		2,325,072	2,053,441

4. Revenus nets/(dépenses)

	2018	2017
Ces montants sont indiqués après facturation :	£	£
Rémunération du vérificateur - honoraires de vérification	7,500	8,000
Rémunération du vérificateur - services de conseil en fiscalité	1,500	-
Amortissement des actifs fixes corporels (note 8)	10,705	7,939

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

5. Coûts des activités de bienfaisance

2018		Engagement des membres	Plaidoyer et apprentissage (anciennement nommé initiatives mondiales et impact)	Total de 2018	Total de 2017
	Note	£	£	£	£
Subventions payables	6	484,107	29,738	513,845	593,862
Coûts directement affectés aux activités :					
Coûts des programmes		267,119	59,660	326,779	308,614
Coûts du personnel		284,104	154,906	439,010	321,062
Déplacements		51,457	17,118	68,575	126,669
Communication		4,178	-	4,178	4,054
Coûts totaux directement affectés aux activités		606,858	231,684	838,542	760,399
Coûts de soutien affectés aux activités					
Coûts du personnel		267,022	65,444	332,466	281,216
Recrutement		3,741	917	4,658	27,709
Coûts des bureaux		152,585	38,665	191,250	220,265
Gains de change		(24,472)	(7,266)	(31,738)	46,363
Coûts de gouvernance :					
Assemblées mondiales et autres coûts de		26,410	6,473	32,883	45,729
Vérification		6,023	1,476	7,499	8,000
Total des coûts de support et de gouvernance		431,309	105,709	537,018	629,282
Coût total des activités de bienfaisance		1,522,274	367,131	1,889,405	1,983,543

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

5. Coûts des activités de bienfaisance (comparatifs)

2017	Engagement des membres	Initiatives mondiales et impact	Total de 2017
	£	£	
Subventions payables	581,295	12,567	593,862
Coûts directement affectés aux activités			
Coûts des programmes	268,437	40,177	308,614
Coûts du personnel	239,384	81,678	321,062
Déplacements	104,430	22,239	126,669
Communication	2,539	1,515	4,054
Coûts totaux directement affectés aux activités	614,790	145,609	760,399
Coûts de soutien affectés aux activités			
Coûts du personnel	210,321	70,895	281,216
Recrutement	20,724	6,985	27,709
Coûts des bureaux	164,719	55,546	220,265
Gains de change	34,675	11,688	46,363
Coûts de gouvernance :			
Assemblées mondiales et autres coûts de gouvernance			
Vérification	34,201	11,528	45,729
Total des coûts de support et de gouvernance	6,000	2,000	8,000
	470,640	158,642	629,282
Coût total des activités de bienfaisance			
Total cost of Charitable activities	1,666,725	316,818	1,983,543

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018

6. Subventions payables

	2018	2017
	£	£
Association Africaine de Défense des Droits l'Homme	18,122	15,026
Association Auberge Beity	-	5,340
Association pour l'autopromotion des communautés de base (PCQVP Togo)	775	-
Caritas Zambia (PCQVP Zambie)	3,098	-
CENC Industries Extractives	-	1,021
Citizens Centre for Integrated Development and Social Rights	-	54,470
Coalition Ivoirienne Publiez Ce Que Vous Payez	-	8,389
Consensus Building Institute	15,318	-
Economic Justice Network (PCQVP Afrique du Sud)	107,942	-
Fund for Constitutional Government (PCQVP États-Unis)	98,664	-
Global Witness (PCQVP Royaume-Uni)	-	17,764
HDC tree of life (PCQVP Kirghizistan)	-	14,203
Hukukshinoson	-	7,373
Impact (PCQVP Canada)	65,691	85,255
La Coalition Nationale Publiez Ce Que Vous Payez Guinée (PCQVP Guinée)	5,809	16,296
Lebanese Oil and Gas Initiative	-	22,722
Mines alerte (PCQVP Burkina Faso)	5,809	-
ONG Lumiere (PCQVP Sénégal)	5,809	72,353
ONG Acomb	-	10,355
Open Society Forum Mongolia	1,673	-

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

6. Subventions payables

	2018	2017
	£	£
Organisation for Petroleum and Energy Sustainability	-	1,522
Oxfam America (PCQVP États-Unis)	21,952	78,871
Oxfam France (PCQVP France)	20,492	21,007
National Resource Governance Institute (PCQVP Royaume-Uni)	-	26,342
Rafiday Allraq Al Jadeed Foundation	-	1,937
ROTAB	30,158	3,874
The ONE Campaign	43,416	-
Uniting Churches Australia (PCQVP Australie)	69,771	79,438
Wangonet	(654)	45,429
Zimbabwe Environmental Law Association	-	4,875
Total des subventions payables	513,845	593,862

7. Coûts du personnel

	2018	2017
	£	£
Traitements et salaires	703,851	537,006
Coûts de sécurité sociale	50,141	44,701
Pensions	54,470	44,855
	808,462	626,562

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, l'organisme de bienfaisance a employé neuf personnes à temps plein (en 2017 : neuf).

L'équipe de direction comprend le personnel de gestion clé de l'organisme de bienfaisance chargé de diriger et de contrôler, d'administrer et d'exploiter l'organisme au quotidien.

La rémunération des principaux membres au cours de l'exercice s'est élevée à 371 819 £, y compris les cotisations au régime de pensions et aux institutions nationales (en 2017 : 243 131 £)

Nombre d'employés dont les avantages sociaux (à l'exception des coûts liés au régime de pensions) se situaient dans les plages de coût suivantes :

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
	No.	No.
£60,001 - £70,000	1	1
£70,001 - £80,000	2	1
£80,001 - £90,000	1	0

Au cours de l'année, aucun administrateur n'a reçu de rémunération ou de prestations médicales (en 2017 : aucun). Le versement d'une rémunération à un administrateur pour services rendus est autorisé par les statuts constitutifs.

Au cours de l'exercice, quatre administrateurs ont reçu 7 916 £ correspondant au remboursement des dépenses

(En 2017 : cinq administrateurs ont été remboursés de leurs frais de déplacement pour un montant total de 16 557 £).

8. Actifs fixes

	Équipement informatique	Installations et agencements	Total
	£	£	£
Coût			
Au 1er janvier 2018	23,306	8,333	31,639
Ajouts	4,140	582	4,722
Cessions	-	(240)	(240)
Au 31 décembre 2018	27,446	8,675	36,121
Dépréciation			
Au 1er janvier 2018	16,202	1,783	17,985
Frais pour l'exercice	7,813	2,892	10,705
Éliminés lors de la cession	-	(52)	(52)
Au 31 décembre 2018	24,015	4,623	28,638
Valeur comptable nette			
Au 31 décembre 2018	3,431	4,052	7,483
Au 31 décembre 2017	7,104	6,550	13,654

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

9. Débiteurs

	2018	2017
	£	£
Débiteurs commerciaux	-	-
Autres débiteurs	12,960	26,915
Paievements anticipés et revenus accumulés	179,919	31,449
	192,879	58,364

10. Crédateurs : montants échéant à moins d'un an

	2018	2017
	£	£
Créditeurs commerciaux	31,834	5,759
Charges à payer	31,643	29,686
Revenus différés	697,026	129,049
Autres crédateurs	48.542	10,266
	809,045	174,760

Les revenus différés représentent les subventions et les donations reçues pour des programmes futurs spécifiques.

Les mouvements des revenus différés peuvent être résumés comme suit:

	2018	2017
	£	£
Fonds reportés	129,049	49,243
Fonds comptabilisés à titre de revenus pour l'exercice	(129,049)	(49,243)
Différés au cours de l'exercice	697,026	129,049
À reporter	697,026	129,049

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

11. Fonds d'usage non restreint

2018	Réserve opérationnelle	2019 General meeting	Fonds généraux	Total
	£	£	£	£
Au 1er janvier 2018	219,089		209,646	428,735
Transferts	50,911	111,227	(160,649)	1,489
Revenus/(dépendes) de la période retenue	-		251,867	251,867
Au 31 décembre 2018	270,000	111,227	300,864	682,091

2017	Réserve opérationnelle	Fonds généraux	Total
	£	£	£
Au 1er janvier 2017	200,000	50,550	250,550
Transferts	19,089	(19,089)	-
Revenus/(dépendes) de la période retenue	-	178,185	178,185
Au 31 décembre 2017	219,089	209,646	428,735

L'objectif de la réserve opérationnelle de PCQVP est d'assurer la stabilité des missions, des programmes, de l'emploi, ainsi que les opérations courantes de l'organisation. Cette réserve de fonctionnement vise à fournir une source interne de fonds pour des situations nécessitant une augmentation soudaine des dépenses, des dépenses ponctuelles non prévues au budget, une perte imprévue de fonds ou des pertes non assurées. La réserve peut également servir dans le cadre de dépenses ponctuelles et non récurrentes qui renforceront la capacité à long terme, comme le perfectionnement du personnel, la recherche et le développement ou l'investissement dans l'infrastructure.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERSPOUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

12. Fonds d'usage restreint 2018

2018	Fonds d'ouverture	Revenus	Dépenses	Transferts	Fonds de clôture
Community of Democracies	(4,502)	4,279	(223)	-	-
Cordaid	-	46,899	42,498	-	4,401
Ford Foundation	-	167,262	22,272	-	144,990
Ford Foundation (EITI Project)	28,232	-	28,232	-	-
Ford Foundation (Lagos Meeting)	-	1,777	1,777	-	-
Friedrich -Ebert-Stiftung	(1,953)	-	(1,953)	-	-
Luminate - Mandatory Disclosures	15,815	281,066	283,837	-	13,044
Luminate - Data	26,978	-	26,978	-	-
Luminate - EU	29,217	-	29,217	-	-
Luminate (2019 Global Assembly)	-	7,745	(107)		7,852
Natural Resource Governance Institute (Data)	42,435	7,495	49,930	-	-
Natural Resource Governance Institute (Mandatory Disclosures)	-	80,466	80,466	-	-
Open Society Foundations - EU	28,478	-	10,657	-	17,821
Open Society Foundations - Transition	12,771	-	8,977	-	3,794
Open Society Foundations - Civic Space	-	65,846	(894)	-	66,740
Open Society Foundations - ROTAB	-	28,102	28,102	-	-
Open Society Initiative for West Africa	1,489	-	-	(1,489)	-
Open Society Initiative for West Africa (2019 Global Assembly)	-	23,478	1,411	-	22,067
Oxfam (2017 Africa Conference)	-	508	508		-
Oxfam IBIS Denmark (Data extractors 2017)	398	-	398	-	-
Oxfam Niger (2017 Africa Conference)	-	638	638	-	-
The William and Flora Hewlett Foundation (Capacity Building Grant)	(2,606)	9,487	6,881	-	-
The William and Flora Hewlett Foundation (Gender Project)	-	131,425	99,360	-	32,065
Total	176,752	856,473	718,962	(1,489)	312,774

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

Communauté des démocraties: Subvention visant à promouvoir et à protéger la participation démocratique et participative des citoyens aux processus décisionnels liés à la gouvernance des ressources naturelles au Kirghizistan et au Tadjikistan, dans le cadre de l'ITIE et à renforcer les capacités des organisations de la société civile dans ces deux pays, en vue de la mise en place d'un débat public sur la gouvernance des ressources naturelles. Le solde de clôture attribué à cette subvention est négatif, car le donateur n'a pas encore versé le montant restant.

Cordaid: subvention pour appuyer un projet en deux parties. La première partie du projet consiste à permettre à la coalition PCQVP de République démocratique du Congo (RDC) de mener des enquêtes sur l'efficacité et l'impact des dépenses sociales des sociétés minières dans les régions de Katanga et du Congo central (poursuite du travail réalisé en 2017, subventionné par Cordaid). La deuxième partie du projet se concentre sur le renforcement des aptitudes d'influence des membres du Comité de Pilotage d'Afrique afin de mettre en œuvre le plan d'action Vision minière pour l'Afrique comme axe stratégique de plaidoyer.

Ford Foundation: subvention pour soutenir la promotion du leadership, l'apprentissage et la mise en réseau de la société civile pour favoriser l'égalité des sexes, le partage équitable des bénéfices, la dépense de l'espace civique du secteur extractif en Afrique.

Ford Foundation (ITIE): subvention pour le renforcement la participation et la mobilisation de la société civile au Nigeria et au Sénégal afin de favoriser la transparence et la reddition des comptes dans le secteur des industries extractives.

Ford Foundation (rencontre de Lagos): subvention pour permettre à un membre du secrétariat de PCQVP de se rendre à la rencontre de Lagos.

Friedrich-Ebert-Stiftung: subvention pour l'exécution d'un projet au Liban visant à renforcer la participation de la société civile au développement du secteur pétrolier et gazier du pays, afin d'atténuer les impacts sociaux et environnementaux liés à l'extraction de ressources. Pour cette subvention, le solde de clôture est négatif, car le donateur doit procéder à plusieurs versements à la fin de l'exercice.

Luminate (anciennement Omidyar Network): subvention afin d'appuyer la campagne en faveur des divulgations obligatoires au Canada, au Royaume-Uni, en Australie, aux Pays-Bas et en France. Elle permet également de promouvoir le développement organisationnel, de renforcer PCQVP pour mettre en place le programme Vision 2025, et de plaider en faveur de politiques avec pour but de mettre en œuvre les lois existantes en facilitant l'accès aux données. Ce donateur a également contribué au financement de l'Assemblée mondiale de 2019.

Oxfam, Oxfam Niger: ces donateurs ont apporté leur soutien à l'occasion de la conférence Afrique de Publiez Ce Que Vous Payez au Zambia, ainsi que dans le cadre du renforcement des capacités des coalitions nationales sur les questions relatives aux industries extractives, à la justice fiscale et à l'égalité des sexes.

Open Society Foundations: subvention pour faciliter les coûts encourus par PCQVP dans le cadre de notre détachement de l'Open Society Foundations pour devenir un organisme indépendant. Le solde restant représente l'achat d'actifs fixes qui seront amortis sur la durée de vie des actifs.

Open Society Foundations – UE: subvention pour le soutien du travail en faveur des divulgations obligatoire au sein de l'UE.

Open Society Foundations - ROTAB: l'objectif de la subvention est de fournir une aide humanitaire d'urgence et un soutien juridique aux dirigeants de la société civile.

Open Society Initiative for West Africa: subvention pour la promotion de la reddition des comptes dans la gestion des revenus du secteur extractif, et d'une meilleure participation des OSC au processus de l'ITIE. Subvention pour soutenir l'organisation de l'Assemblée mondiale 2019 de PCQVP.

Oxfam IBIS: subvention pour soutenir les ateliers d'extraction de données de PCQVP.

Natural Resource and Governance Institute: la subvention vise à instaurer un cercle vertueux entre l'offre et la demande de données, en s'appuyant sur le travail de PCQVP pour faire avancer la mise en œuvre d'une norme mondiale d'établissement de rapports obligatoire du secteur extractif. La subvention en faveur de la divulgation obligatoire vise l'avancement de la norme mondiale d'établissement de rapports obligatoire dans le secteur extractif et l'accroissement des capacités des membres de PCQVP concernant l'analyse et l'utilisation des données.

The William and Flora Hewlett Foundation: obtention d'une subvention pour le renforcement des capacités en vue de l'élaboration d'un cadre d'impact et d'un système d'évaluation des performances. Pour cette subvention, le solde de clôture est négatif, car une partie de cette subvention est due en 2018. Le projet pour le genre consiste en l'obtention d'une subvention visant la promotion d'une Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sensible au genre.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

12. Fonds d'usage restreint 2018

2017	Fonds d'ouverture	Revenus	Dépenses	Fonds de clôture
Community of Democracies	7,818	23,032	35,352	(4,502)
Cordaid	-	46,483	46,483	-
Ford Foundation (2017 Africa Conference)	-	92,972	92,972	-
Ford Foundation (EITI Project)	102,808	139,458	214,034	28,232
Ford Foundation Afrique du Sud (conférence Afrique 2017)	-	3,874	3,874	-
Friedrich -Ebert-Stiftung	-	34,590	36,543	(1,953)
GIZ (conférence Afrique 2017)	-	1,946	1,946	-
Natural Resource Governance Institute	-	120,956	78,521	42,435
NRGI (2017 Africa Conference)	-	5,657	5,657	-
Omidyar Network	67,180	-	67,180	-
Omidyar Network - Mandatory Disclosures	-	301,132	285,317	15,815
Omidyar Network - Data	107,347	-	80,369	26,978
Omidyar Network - EU	-	32,121	2,904	29,217
Open Society Foundations - EU	-	32,254	3,776	28,478
Open Society Foundations - Transition	23,924	-	11,153	12,771
OSIWA	11,020	23,168	32,699	1,489
OSIWA (2017 Africa Conference)	-	11,621	11,621	-
Oxfam (2017 Africa Conference)	-	7,197	7,197	-
Oxfam IBIS Denmark (Data extractors 2017)	-	16,988	16,590	398
Oxfam Niger (2017 Africa Conference)	-	8,725	8,725	-
Swiss Aid (2017 Africa Conference)	-	4,726	4,726	-
The William and Flora Hewlett Foundation (Capacity Building Grant)	-	9,685	12,291	(2,606)
Total	320,097	916,585	1,059,930	176,752

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (suite)

13. Analyse de l'actif net par fonds

2018	Usage restreint	Usage non restreint	Total
	£	£	£
Fixed assets	-	7,484	7,484
Net current assets	312,774	674,608	987,382
	312,774	682,091	994,865

2017	Usage restreint	Usage non restreint	Total
	£	£	£
Fixed assets	-	13,654	13,654
Net current assets	176,752	415,081	591,833
	176,752	428,735	605,487

14. Opérations entre apparentés

Le nom de la partie liée à l'opération est Miles Litvinoff.

La partie liée est membre du Conseil mondial de Publiez Ce Que Vous Payez.

La partie liée est un consultant en ONG et rédacteur/réviseur, et a reçu des honoraires pour la consultation, ainsi qu'un remboursement des dépenses engendrées dans le cadre de son travail effectué au nom de Publiez Ce Que Vous Payez.

La consultation a porté sur l'examen et la rédaction des commentaires détaillés sur 5 études de cas sur les extracteurs de données (Afrique du Sud, Inde, Myanmar, Canada, République démocratique du Congo) et 3 mini-études de cas de PCQVP Canada (Nevsun, Teranga, SouthGobi).

Dans le cadre de ces honoraires, la partie liée a été remboursée pour les frais de déplacement et les dépenses courantes. Le montant total remboursé à la partie liée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 1 136 £.

Il n'existe aucun solde impayé ni aucune provision pour créances douteuses à l'égard des parties liées pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

15. Engagements relatifs aux baux

Pour ses locaux, l'organisme de bienfaisance dispose d'une période de préavis de 3 mois, l'engagement de location minimal s'élève à 13 650 £ (en 2017 : 9 500 £). Les frais de location pour cette période se sont élevés à 55 530 £ (en 2017 : 40 310 £).





**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

©Publiez Ce Que Vous Payez 2019

Publiez ce que vous payez est un organisme de bienfaisance enregistré (numéro d'organisme de bienfaisance enregistré 1170959) et une société enregistrée en Angleterre et au pays de Galles (n ° 9533183).